

LE TEMPS DU COMMUN

ÉGALITÉ, PAIX, PARTAGE

CONGRÈS DU PCF
2 AU 5 JUIN 2016



TEXTE DE BASE COMMUNE

- PARTIE 1** → Le temps du commun (p.3)
- PARTIE 2** → 2017 : une autre voie pour l'avenir de la France (p. 29)
- PARTIE 3** → Des transformations utiles et concrètes pour un Parti communiste de nouvelle génération (p. 39)

L'Humanité, le défi permanent !

Le Conseil national du PCF a adopté, vendredi 15 avril, une motion spéciale de soutien au journal *L'Humanité*.

La question de l'existence et de l'indépendance de *L'Humanité* sont posées ; dernier quotidien national à ne pas être adossé à un grand groupe financier, le journal fondé par Jean Jaurès est un marqueur essentiel dans le débat démocratique. Sans cette voix, que serait la réalité du pluralisme et de la Presse indépendante des intérêts des puissances financières ? À cette question, les adhérents du PCF, les progressistes de notre pays peuvent - doivent - apporter une réponse forte et nous les appelons à agir.

Nous les appelons à souscrire. Car c'est un geste d'urgence dans la situation actuelle. Chacune et chacun, en fonction de ses moyens (petits ou grands), peut participer à passer les semaines et mois à venir.

Nous les appelons à s'abonner. Car c'est se donner des moyens incomparables de décrypter l'actualité des luttes sociales et politiques, d'en saisir tous les enjeux, de mieux les maîtriser. C'est se donner des moyens pour être des passeurs efficaces des idées communistes, dans une fonction singulière qu'est celle d'un journal. Dans une situation politique complexe, nous avons tous et toutes besoin d'argumentation, d'exemples lors des discussions et de la richesse de la diversité d'approches dans la critique de l'ordre existant.

Nous les appelons à organiser la diffusion et gagner des lecteurs. Car c'est à la fois construire la pérennité du journal et utiliser cet outil unique dans la bataille idéologique. Quelle meilleure façon de contrer les « prêts à penser » du MEDEF et du libéralisme, qui vampirisent l'espace médiatique ?

Les communistes, inscrit-es dans la préparation de leur congrès, engagés dans la lutte contre la loi « travail », parmi des syndicalistes, des jeunes... et dans les rassemblements pour construire une alternative à gauche, ont l'occasion de mettre, au cœur de nos débats et des rencontres la question des médias, du pluralisme de l'information et de l'utilité de *L'Humanité*.

Mais, bien au-delà des communistes, le conseil national du PCF appelle à se saisir de *L'Humanité* au service des luttes et mobilisations, car c'est la raison d'être de ce journal ! Et c'est cela qui assurera, non seulement sa survie, mais son développement.

Conseil national du PCF,
Paris, le 15 avril 2016

1

Le temps du commun

2 En ce début de XXI^e siècle, l'idée-force, c'est bien que le mou-
3 vement d'émancipation est le mouvement de l'immense majorité
4 au profit de l'immense majorité. Les conditions d'une alternative
5 existent désormais. Celle-ci est plus nécessaire que jamais : le pa-
6 trimoine cumulé des 1% les plus riches du monde dépasse celui
7 des autres 99% de la population. Ce sont elles et eux pourtant,
8 qui, pour l'essentiel, construisent la richesse de la petite minorité
9 privilégiée.

10 S'il en était besoin, les tragiques attentats de Paris et de Saint-De-
11 nis mettent à nouveau en lumière l'urgence de penser l'avenir et
12 de construire un nouveau récit émancipateur, humaniste, social,
13 écologique et démocratique à l'échelle de la planète.

14 Penser l'avenir, c'est redonner espoir dans une nouvelle ère d'éman-
15 cipation humaine, de progrès social et environnemental, condition
16 pour dépasser le duo mortifère du néolibéralisme et du néofas-
17 cisme qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie.

18 **Notre humanité est en jeu**

19 Le monde, l'Europe, la France sont plongés dans une crise durable
20 et multiforme. Elle est financière, économique, écologique, poli-
21 tique, culturelle et démocratique, et fait croître le chaos mondial :
22 montée des autoritarismes, du racisme, de la xénophobie, mise en
23 concurrence de toutes et tous contre toutes et tous, exacerbation
24 de la violence et des guerres. Le risque est grand de voir l'inté-
25 grisme des marchés financiers préparer une nouvelle crise plus
26 dure et brutale que la précédente de 2007-2008.

27 Le néolibéralisme est en crise profonde parce qu'il a de plus en
28 plus de mal à faire accepter aux peuples les régressions et les
29 inégalités sociales, culturelles et de genre, les reculs de la démoc-
30 ratie et la mise en cause des écosystèmes qu'il leur fait subir. Les
31 guerres qu'il génère pour maintenir sa domination provoquent
32 des mouvements dramatiques de réfugié-e-s fuyant les atrocités
33 et que les dirigeants européens, toute honte bue, laissent mourir
34 à nos frontières.

35 Produit monstrueux du capitalisme et roue de secours indispen-
36 sable au maintien de sa domination globale, les populismes et
37 les néofascismes fleurissent dans le monde, singulièrement chez
38 nous en Europe et en France, et le djihadisme en est une carica-
39 ture sinistre. Ils prônent une alternative autoritaire et liberticide,
40 nationaliste et raciste, violente et obscurantiste.

41 La crise actuelle n'est pas seulement une nouvelle crise cyclique
42 du capitalisme mondialisée mais elle est une véritable crise du
43 sens même du devenir de la France et de l'Europe. Le monde a
44 changé : l'Occident n'est plus au centre, dominant le reste de la
45 planète comme cela a été le cas depuis deux siècles. Les socié-
46 tés et les êtres humains ont eux aussi profondément changé : au
47 sein d'un capitalisme financiarisé, productiviste et déshumanisant,
48 émergent des aspirations et des expériences individuelles et col-
49 lectives à mieux vivre et à vivre différemment dans des rapports
50 sociaux plus solidaires, plus libres, plus égalitaires et plus harmo-
51 nieux avec la nature. Le désir est fort de partager et de s'appro-

1 prier les savoirs et les cultures. De même est forte la volonté des
2 citoyen-ne-s d'être associé-e-s aux décisions qui engagent leur
3 avenir et celui de leur pays, du local au global.

4 C'est au regard de ces aspirations et de ces expériences nou-
5 velles que se pose l'ardente obligation de proposer une nouvelle
6 perspective.

7 **Penser l'avenir, c'est penser le monde et l'Europe :** 8 **la France y tient une place particulière**

9 En France, le capitalisme s'abat sans pitié aucune sur notre indus-
10 trie, nos services et sur le monde du travail, de la création et de la
11 jeunesse. La moitié des travailleurs gagnent moins de 1 700 euros
12 par mois. Les chômeurs sont plus de 5 millions. Et 8 millions de
13 nos concitoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

14 Mais notre peuple s'appuie aussi sur la richesse des solidarités na-
15 tionales qu'il a su construire. Il sait ce qu'il doit à la socialisation
16 des richesses incarnée notamment par la Sécurité sociale.

17 Nombreux sont celles et ceux, qui ne supportent pas de voir
18 s'étaler dans leur propre pays la misère humaine et le visage d'un
19 monde devenu fou dominé par l'argent et le pouvoir des banques
20 au service des marchés financiers.

21 La société civile, le monde associatif et syndical comme celui de la
22 création portent de nouvelles idées qui bousculent l'ordre établi.
23 C'est sur eux que doit s'appuyer le mouvement émancipateur qui
24 cherche à naître. Ils sont des millions à pouvoir investir la réflexion,
25 les actions multiformes, les expérimentations pour contribuer à
26 l'émergence de ce projet au plan politique, social, culturel.

27 La République dispose en effet, avec l'égalité, la liberté, la frater-
28 nité, mais aussi la solidarité et la laïcité, de concepts puissants pour
29 affronter les défis du partage qu'appelle le XXI^e siècle. Ces valeurs
30 recèlent un potentiel considérable. C'est pourquoi les tenants de
31 l'ordre établi ont engagé une offensive sans précédent pour les vi-
32 der de leur sens. Ils sont à réinventer à l'aune des défis d'aujourd'hui
33 dans le combat à mener entre émancipation et aliénation.

34 Une France qui se tourne vers le monde pour continuer à le trans-
35 former, une France qui s'appuie résolument sur ses principes peut
36 engager le mouvement vers une autre mondialisation, et une
37 autre Europe, et retrouver une grande place dans une Union eu-
38 ropéenne des peuples libres, souverains et associés.

39 **Le capitalisme conduit le monde dans l'impasse :** 40 **son dépassement est une nécessité**

41 Ce système n'a aucune solution pour nous en sortir. Au contraire, il
42 nous y enfonce chaque jour davantage. C'est la fuite en avant per-
43 manente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche
44 obsessionnelle du profit contre les êtres humains et contre la pla-
45 nète. Pour répondre aux défis de l'avenir, il faut donc en changer.

46 Ainsi la révolution numérique au fort potentiel émancipateur, au-
47 jourd'hui entravée par la domination de la finance, appelle à un
48 combat de résistance et d'alternative pour en faire le bien com-
49 mun partagé de toute l'humanité.

50 Dans ce capitalisme dominé par la finance, tout est utilisé pour
51 renforcer l'exploitation, le chômage de masse, la précarité généra-

1 lisée, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale.
2 Au nom de la rentabilité et du profit, le capitalisme produit au
3 cœur même de chacun de ces enjeux une société de plus en plus
4 inégalitaire, un monde de guerre et de chaos. Alors que la satis-
5 faction des besoins pourrait ne plus être un problème, la spécula-
6 tion crée la famine et la surexploitation des ressources naturelles.
7 La recherche effrénée du profit pousse au consumérisme autant
8 qu'elle crée de la pénurie.

9 **Au cœur du désastre surgissent des potentialités** 10 **nouvelles**

11 La révolution numérique et les avancées scientifiques et techno-
12 logiques permettent des expériences concrètes visant à sortir de
13 ces étau mortifères. Elles peuvent servir un projet qui place l'hu-
14 main et la planète au centre des choix politiques. Avec les nou-
15 veaux moyens de production, les questions de la réduction du
16 temps de travail ainsi que celle du développement des capacités
17 intellectuelles de chacune et chacun se posent avec évidence. Oui,
18 notre société peut permettre à chacune et chacun de s'épanouir
19 au travail et d'en vivre, comme de vivre pleinement sa vie.

20 Pour permettre l'épanouissement de ces potentialités, satisfaire
21 les besoins humains et assurer la survie de notre planète et dé-
22 passer le capitalisme, les issues se trouveront dans la construction
23 d'un monde de partage et d'égalité qui place l'être humain et son
24 environnement au cœur des préoccupations, un monde capable
25 de lier l'émancipation individuelle et collective.

26 **Elles et ils sont des millions à ne pas se résigner**

27 Il y a dans le capitalisme d'aujourd'hui les fondements refoulés et
28 contradictoires d'un autre modèle de société. À nous de les faire
29 grandir pour une société des communs.

30 Encore faut-il renverser la dictature du profit : conquérir, pas à
31 pas, le pouvoir sur l'argent et sur la culture, sur nos vies et sur
32 l'avenir du monde.

33 Impossible, nous dit-on. Mais la dictature du profit est directe-
34 ment la conséquence de choix politiques. Ces choix, l'action des
35 peuples peut en inverser le cours s'ils prennent conscience de leur
36 intérêt commun et de leur force collective.

37 Une des forces principales de la domination du capitalisme est
38 la division à l'infini de ses victimes. En permanence il oppose
39 celles et ceux qui devraient être uni-e-s car souffrant de maux
40 communs : le sans-papier au chômeur, le demandeur d'emploi au
41 travailleur, le précaire au CDI, le salarié du privé au fonctionnaire.
42 Cette division sans fin, c'est aussi la politique du bouc émissaire et
43 son cortège intolérable de haine et de racisme.

44 Les forces réactionnaires ont aussi fait des femmes, de leur rôle
45 assigné et de leur image un enjeu essentiel. Ils ont bien compris
46 que la question de leur libération est centrale et que les droits des
47 femmes sont moteurs de tout progrès humain. Ils ont bien com-
48 pris que, parmi les forces en mouvement pour changer la société,
49 les femmes sont au premier rang.

50 Dans le même temps, elles et ils sont des millions à tenir bon et
51 à se faire les acteurs de l'égalité, de la solidarité, de la reconnais-

1 sance du travail, des services publics, du partage... Le million de
2 signatures récoltées en quelques jours contre l'attaque massive du
3 gouvernement contre le Code du travail en apporte une nouvelle
4 preuve. Bien au-delà des résultats électoraux, elles et ils sont très
5 nombreux à refuser de s'incliner devant les régressions libérales.

6 Ces millions de personnes qui s'engagent dans des formes di-
7 verses et qui agissent voient souvent leurs dynamiques éparées et
8 diffuses, trop éclatées et souvent confinées aux espaces qu'elles
9 tentent d'occuper; que ce soit sur le terrain économique, social et
10 culturel ou encore urbain, écologique, relevant d'exigences fémi-
11 nistes, antiracistes, ou sociales.

12 Elles et ils font face à une bataille idéologique d'une rare violence
13 contre toute tentative de relever la tête, et ont du mal à addition-
14 ner leur force autour d'une perspective commune. Rien ne leur est
15 épargné : une bataille politique, des idées et un discours dominant
16 ouvertement régressif.

17 Un des chantiers prioritaires pour renouer avec l'espoir est bien
18 de consolider et d'élargir le mouvement populaire et citoyen, de
19 reconstruire une hégémonie culturelle progressiste et la remise en
20 mouvement du peuple.

21 **Un projet pour toutes et tous**

22 Un projet à construire avec tous ces salarié-e-s et privé-e-s d'em-
23 ploi, depuis 60 % des salariés qui touchent moins de 2 000 euros
24 par mois jusqu'aux cadres surexploités, à toutes celles et ceux qui
25 sont traité-e-s comme des variables d'ajustement dans les logiques
26 de compétitivité alors qu'ils sont la seule source de richesse.

27 Un projet à construire avec ces ouvriers qui bâtissent notre pays,
28 ces employés qui le font respirer, ces ingénieurs qui travaillent
29 aujourd'hui à répondre aux défis de demain, ces enseignants qui
30 donnent son élan initial à l'enfance et la jeunesse de notre pays, ces
31 chômeurs qui ont tant à apporter et que le capitalisme étouffe, ces
32 artistes qui donnent sens et couleurs.

33 Mais il veut aussi se construire avec tous ces indépendants, arti-
34 sans, auto-entrepreneurs, enchaînés eux aussi dans des logiques
35 capitalistes qui les dépassent et les entravent. Femmes et hommes
36 de toutes peaux et de toutes fois, de toutes opinions, de tous
37 cœurs et de tous territoires, de tous âges et de toutes nationalités,
38 c'est avec elles et eux que nous voulons édifier une France libre,
39 forte et prospère, terre de justice et d'égalité, de progrès et de
40 solidarité.

41 **Un appel au dialogue et à l'action**

42 Ce projet est un moyen de relancer le dialogue avec toutes celles
43 et tous ceux qui désespèrent de la politique et s'excluent parfois
44 sciemment du champ électoral, du débat politique. Cela ne signifie
45 pas d'ailleurs leur désengagement en terme de citoyenneté. Par-
46 fois même, bien au contraire, combien de jeunes intellectuel-le-s,
47 innovatrices/innovateurs, créatrices/créateurs, militant-e-s de la
48 solidarité ont tiré un trait sur la politique, alors même que leur pro-
49 jet tente de réinventer un autre monde et des solidarités nouvelles.

50 Là aussi, dialogue et action jusqu'à mettre en cause les pouvoirs

1 dominants et en conquérir de nouveaux, en ayant conscience
2 de l'ampleur des débats nécessaires pour construire des fronts
3 d'idées et d'action convergents.

4 Ce projet veut parler à la jeunesse, révoltée et désabusée, isolée et
5 avide de solidarité, qui a tant de mal à se repérer et pourtant tou-
6 jours sensible à des formes d'engagements où prime la solidarité.

7 C'est dans ce monde complexe, dans cette société pleine de
8 contradictions que se nouent les chemins du changement.

9 La France des 99% existe bel et bien : elle doit maintenant réécrire
10 son histoire en retrouvant goût de l'action, des luttes sociales et
11 du rassemblement.

12 **Pour un monde du commun**

13 L'idée que notre monde est commun à chacune et chacun fait
14 son chemin. La propriété capitaliste entre en contradiction avec la
15 socialisation des usages et l'émergence d'une économie vraiment
16 collaborative.

17 Des solidarités nouvelles remettent en cause la propriété capita-
18 liste. Un monde de mise en commun des besoins fondamentaux
19 frappe à la porte.

20 Cette mise en commun pose la question du pouvoir, celui des tra-
21 vailleuses et des travailleurs sur la production, celui des femmes
22 et des hommes sur la politique. Elle se heurte à chaque fois au
23 pouvoir de l'argent pour l'argent, aux « eaux glacées du calcul
24 égoïste », et aux eaux glauques de la haine et du racisme.

25 Ce monde du commun appelle à réinventer les règles qui régissent
26 notre vie pour plus de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

27 Lucide, décidée et rassemblée, cette France peut reprendre l'offen-
28 sive sur le terrain de la bataille des idées. Elle a la capacité de pen-
29 ser l'avenir en redonnant espoir en un nouveau processus de trans-
30 formation révolutionnaire émancipatrice, sociale et écologique. Elle
31 a la force d'affronter les défis actuels en combinant efficacement
32 luttes de classes et luttes contre toutes les dominations.

33 Il est grand temps de reprendre l'offensive des idées, et l'offensive
34 culturelle face à la crise totale et permanente conjuguée à l'ab-
35 sence de perspectives émancipatrices qui bouscule les repères
36 qui entretient le clair-obscur et ses monstres qui cherchent à sem-
37 er la peur et le désarroi. Le repli identitaire, l'exaltation des idées
38 réactionnaires resurgissent partout en Europe. L'extrême droite
39 progresse et avance ses idées mortifères, inégalitaires et racistes.

40 Il est donc plus qu'urgent de donner de la force à l'ambition d'un
41 monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son en-
42 vironnement au cœur des préoccupations, et en capacité de lier
43 émancipation individuelle et collective en se donnant la force de
44 maîtriser les moyens fabuleux qu'il a créés.

45 Pour y répondre et contribuer à penser cet avenir, il est indispensable :

- 46 • de réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté,
47 de viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les domina-
48 tions et les discriminations ;
- 49 • d'inventer un mode de développement social, solidaire et sou-

1 tenable. Dans un monde fini, nous devons économiser les res-
2 sources, limiter les nuisances sur l'environnement et pourvoir
3 aux besoins (alimentation, logement, santé, éducation, éner-
4 gie, culture...) d'une population mondiale toujours croissante.
5 Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète
6 seront les seules finalités de ce mode de développement ;

7 • de promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture,
8 leur partage et leur appropriation, comme des enjeux majeurs
9 et transversaux, des vecteurs d'intelligence commune et de
10 civilisation, une condition du vivre ensemble ;

11 • de se doter d'une protection sociale du XXI^e siècle, garantis-
12 sant l'accès aux soins pour toutes et tous remboursés à 100%,
13 dans le cadre de la Sécurité sociale, incluant prévention, santé
14 au travail... ;

15 • d'élaborer une démocratie réelle en entamant la longue marche
16 d'une révolution citoyenne pour une appropriation populaire
17 de la politique, de l'économie, de l'argent et de la culture, pour
18 conquérir des pouvoirs qui substituent l'horizontalité à la ver-
19 ticalité, l'égalité de tous à la domination de quelques-uns ;

20 • de construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fonde-
21 ments et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques
22 au service de projets partagés ;

23 • de fonder une mondialité de paix et de coopération entre des
24 peuples égaux pour le développement de biens communs de
25 l'humanité tout entière contre la globalisation actuelle de la
26 finance, de la guerre et de la haine.

27 Ces grandes transformations visent l'émergence d'une société du
28 commun qui émancipe l'humain et la planète des prédateurs qui
29 l'étouffent.

30 Il définit des valeurs, des idées, identifie des pouvoirs, des res-
31 ponsabilités et fixe une ambition renouvelée faite de rassemble-
32 ments et d'actions pour dépasser le capitalisme au XXI^e siècle et
33 construire une société d'émancipation.

34 Ni recherche désespérée du « grand soir », ni gestion sociale-li-
35 bérale au jour le jour du capitalisme en crise : dans notre pays, le
36 désir de se libérer de ce système reste intact. C'est une autre offre
37 que notre peuple attend des forces politiques qui prétendent in-
38 carner son destin et celui de la nation.

39 Il est donc urgent de dessiner les contours d'une société fondée
40 sur la liberté, l'égalité et le partage : un nouveau mode de dé-
41 veloppement social et écologique, l'exigence féministe d'égalité,
42 l'aspiration à l'autonomie de chacune et chacun, l'appropriation
43 et l'échange des savoirs, des idées et des cultures et la révolution
44 citoyenne qui s'exprime dans une pleine et ample démocratie dé-
45 passant exploitation, aliénation, domination.

46 Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nou-
47 velle génération.

48 Le grand dessein de la France, de l'Europe et du monde est d'en
49 finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'alié-
50 nation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de
51 l'activité humaine sur la nature.

1 Dépasser le capitalisme en construisant dès maintenant une so-
2 ciété du commun fondée sur l'émancipation humaine devient
3 l'ambition neuve du XXI^e siècle.

4 **Pour une société d'émancipation :** 5 **le monde, l'Europe et la France** 6 **en commun**

7 **1. Objectif « zéro chômage » : pour une société** 8 **du partage**

9 Les dogmes libéraux pilotent la politique économique des gou-
10 vernements depuis des décennies. La baisse du « coût du travail »
11 (salaires + cotisations sociales), la compétitivité avant tout antiso-
12 ciale, la baisse des dépenses publiques et sociales ou la réduction
13 des déficits et dettes publics obsèdent nos dirigeants. Le capi-
14 talisme est de moins en moins de développement. Sa cohérence
15 faite de financiarisation et de domination à tous les niveaux nourrit
16 les catastrophes. Une nouvelle crise se rapproche. Il faut en sortir.

17 Changer le logiciel consiste à partir des besoins communs, des
18 savoirs et de leur partage, et à y soumettre les moyens financiers
19 gigantesques qui existent dans le monde.

20 C'est inscrire comme objectif le droit au travail pour toutes et tous,
21 mais aussi à la formation, à de nouvelles activités sociales libérées
22 du salariat ou encore à des activités citoyennes rassemblées.

23 Autour de propositions comme la sécurité emploi-formation qui
24 comprend la réduction massive du temps de travail et la transfor-
25 mation du travail lui-même, de grandes batailles sont à mener sur
26 le coût du capital et le rôle des banques ou encore le développe-
27 ment de tous les services publics et de la Sécurité sociale.

28 Réorientation du système bancaire, droits nouveaux aux travail-
29 leuses et aux travailleurs et création d'un grand service public
30 national de la formation continue pour anticiper les besoins et
31 développer les nouveaux métiers liés aux défis de la révolution
32 informationnelle, de la transition énergétique seront décisifs pour
33 la promotion d'un nouveau contrat social incluant mutualisation,
34 coopération et partage

35 La voie de l'efficacité pour atteindre l'objectif « zéro chômage »
36 c'est donner priorité à l'éducation, à la mise en commun contre
37 la privatisation, au développement humain durable contre le pro-
38 ductivisme capitaliste, à l'autonomie et la sécurisation des par-
39 cours de vie des jeunes contre l'exclusion et la précarisation, aux
40 services publics contre la marchandisation démesurée.

41 **1.1 Une place centrale au travail, à l'emploi, à** 42 **l'éducation et la formation, à la recherche et à la** 43 **culture**

44 ***Les valeurs de la République jusque dans l'entreprise***

45 Pour dépasser le travail contraint, méprisé et dévalorisé, celles
46 et ceux qui, par leur travail, créent les richesses doivent pouvoir
47 prendre en main leur avenir.

1 En mettant en commun leur intelligence collective, elles et ils
2 doivent pouvoir être les actrices et les acteurs de la transformation
3 sociale. L'organisation du travail ne peut plus être l'apanage des
4 seuls experts des cabinets-conseil en gestion des ressources hu-
5 maines. Ceux-ci organisent en effet la concurrence et la compéti-
6 tion entre salarié-e-s sous la domination des directions financières
7 et des actionnaires. Sujet politique majeur, source de production
8 de toutes les richesses, il ne doit plus être considéré comme une
9 marchandise dont il faut réduire le coût et user jusqu'à la corde
10 pour accroître la rente des actionnaires. En répondant au défi de
11 la révolution numérique, le travail peut devenir un facteur d'éman-
12 cipation en permettant à chacune et chacun d'accroître sa créa-
13 tivité et son pouvoir d'intervention sur le développement de son
14 activité, pour la mettre au service de la collectivité dans le cadre
15 de la construction d'un développement humain durable.

16 ***Le droit de toutes et tous à un travail utile et reconnu***

17 À la précarisation des emplois et la casse du droit du travail, ali-
18 mentant un chômage de masse et une division des travailleurs
19 entre ceux qui peuvent espérer s'en sortir et ceux qui se sentent
20 abandonnés, nous opposons le droit de toutes et tous, sans dis-
21 crimination, à un emploi et un travail qui ait un sens : un travail
22 utile et reconnu, permettant de concilier vie professionnelle et vie
23 personnelle, et inscrit dans le cadre d'un parcours professionnel
24 choisi et sécurisé à toutes ses étapes.

25 L'entreprise n'est pas la propriété des seuls apporteurs de capi-
26 taux qui auraient de ce fait tous les pouvoirs. De nouveaux droits
27 d'intervention des travailleuses et des travailleurs dans l'entre-
28 prise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les
29 choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi
30 qui doit définir l'entreprise comme collectif de travail.

31 ***Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création***
32 ***sans précédent...***

33 Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de
34 plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont
35 au cœur de la lutte des classes.

36 Le capital a besoin de salarié-e-s plus formé-e-s, mais il veut em-
37 pêcher le développement des pouvoirs nouveaux qui vont avec la
38 maîtrise de savoirs complexes, avec le développement de la créa-
39 tivité. Au nom de la rentabilité, la créativité et la recherche sont
40 bridées et la société est divisée. Les systèmes d'enseignement
41 et de recherche ont été profondément transformés : en cassant
42 des services publics nationaux, en individualisant des parcours,
43 en empêchant les qualifications communes et donc les revend-
44 ications collectives, en fragmentant les savoirs et les cultures, en
45 soumettant la recherche aux intérêts privés, et en déqualifiant le
46 travail intellectuel rendu invisible...

47 Au contraire, faire une place nouvelle des savoirs et de la création
48 un outil d'émancipation individuelle et collective devient une prio-
49 rité pour le développement même de toute la société.

50 Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création
51 sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la
52 crise, pour donner aux salarié-e-s une véritable maîtrise de leur

1 travail, pour permettre à toutes les citoyennes et tous les citoyens
2 de construire ensemble les choix qui engagent le pays et le monde.

3 Refonder l'école, l'université, la formation continue mais aussi
4 l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de
5 l'égalité et de l'émancipation est une réponse à la nécessaire élé-
6 vation du niveau de connaissances et de qualification dans toute
7 la société. Et l'appropriation par tous d'une culture commune de
8 haut niveau, pour que chacun puisse maîtriser les choix indivi-
9 duels et collectifs

10 Cela implique d'investir dans les services publics nationaux, mais
11 aussi de repenser les contenus, les pratiques et les temps de l'édu-
12 cation et de la création, ainsi que la participation des différents
13 acteurs de la formation.

14 ***Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes***

15 Les inégalités sont utilisées pour tirer les conditions de travail et
16 les salaires vers le bas. Il est grand temps de revaloriser les mé-
17 tiers, et en particulier les métiers dits féminins. De plus, la double
18 journée subie dans la vie quotidienne par des millions de femmes
19 renforce l'exploitation capitaliste et la domination sexiste. Réduc-
20 tion du temps de travail à 32 heures, grilles salariales universelles
21 ou polytechnicité des métiers ouvrent la voie.

22 ***Pour l'autonomie de la jeunesse***

23 Les régressions dans les systèmes de formation ont des consé-
24 quences lourdes sur les représentations et les aspirations des
25 jeunes. Elles impactent une génération entière, en moyenne plus
26 qualifiée mais avec de moins en moins de droits. Tout cela conduit
27 à un rapport de défiance et de distance avec les institutions et sin-
28 gulièrement dans le rapport à la politique et alimente les divisions
29 d'autant plus que les forces réactionnaires ont fait des jeunes des
30 cibles de leurs discours. L'absence de perspectives d'avenir sur
31 des bases de progrès légitime cette distance et cet éclatement
32 d'une génération qui n'a connu que la crise et ses dégâts so-
33 ciaux. Mais le potentiel de contestation et de créativité des jeunes
34 constitue une grande force. Au cœur des mobilisations sociales,
35 environnementales, pour la paix en France ou ailleurs, elles et ils
36 portent des expériences sociales innovantes souvent brimées et
37 méprisées. Il faut donc voir grand et de façon neuve pour favoriser
38 ces germes d'alternative au tout-marchand comme les logiques
39 de partage avec les nouveaux outils numériques, et leur implica-
40 tion dans des luttes diversifiées. Mais l'urgence du moment est de
41 faire face à la violence terrible qui est faite aux jeunes, travailler
42 à leur autonomie et à un statut protecteur pour construire une
43 logique sécurisée de parcours de vie.

44 ***Pour une société humaine de la culture***

45 Place à de grandes ambitions pour la formation, pour l'ouverture
46 au monde et la création ; construire du commun, de la coopéra-
47 tion, des droits culturels de toutes et tous à un haut niveau d'exi-
48 gence artistique ; créer un service public de l'Internet, permettre
49 le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées ; promouvoir
50 de formes nouvelles de production, de création et de diffusion de
51 l'art dans la pluralité et la diversité des expressions.

1 Cela passe par les politiques culturelles, par les programmes sco-
2 laires et les pratiques éducatives, par l'éducation populaire et les
3 associations. Construire une culture commune de haut niveau et
4 donner à toutes et tous les moyens de se l'approprier passent
5 par revoir les programmes, par relancer la formation initiale et
6 continue des enseignants, par renforcer la place des cultures ar-
7 tistiques, sportives, techniques et professionnelle.

8 Socialisation de l'art, développement de l'esprit critique, travail de
9 rapprochement entre art et éducation populaire, soutien aux créa-
10 trices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action
11 culturelle et artistique : voilà de quoi donner du sens à l'immense
12 potentiel émancipateur de la culture. Voilà qui est de nature à re-
13 construire un vivre-ensemble fondé sur un nouveau souffle de la
14 démocratie, sur la reconnaissance et le partage des cultures di-
15 verses et leur mise en relation dans tous les territoires.

16 C'est vrai aussi du sport qui est un élément essentiel de tout projet
17 d'émancipation humaine. L'action publique et le soutien aux initia-
18 tives citoyennes doivent permettre de libérer le sport de l'emprise
19 marchande pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation
20 physique et sportive à l'école, la formation des cadres et des bé-
21 névoles, le soutien à la vie associative avec l'exigence désintéres-
22 sée de partage et de démocratie sont la garantie de ce droit.

23 **1.2 La révolution numérique : dans les muta-** 24 **tions de notre époque, un vecteur d'émancipa-** 25 **tion humaine face à ceux qui en font un outil ma-** 26 **jeur du désastre pour l'emploi.**

27 La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles à l'humani-
28 té en permettant la coopération et du libre partage mondial des
29 savoirs. Elle se développe dans une tension entre émancipation
30 et aliénation. Les stratégies mondiales des grands groupes du nu-
31 mérique visent à exploiter et à privatiser la créativité de ceux qui
32 font par en bas cette révolution alors qu'ils aspirent à un monde
33 de partage et de « biens communs ».

34 L'ubérisation, c'est-à-dire le capitalisme de prédation et de plate-
35 forme numérique, veut casser le salariat. Dans le même temps, les
36 défis de maîtrise sont décuplés par le fait que l'automatisation et
37 la robotisation feraient disparaître d'ici à 20 ans 47 % des emplois
38 salariés et des métiers actuels. Au profit du capital ou pour une
39 émancipation des travailleurs ?

40 Le big data brouille la frontière entre le travailleur et le consom-
41 mateur qui devient aussi producteur de valeur sans que son travail
42 soit rémunéré. Les réseaux permettent coopération de millions
43 d'intelligences humaines et mise en concurrence sauvage.

44 Le numérique pousse à la fin des hiérarchies, à l'auto organisation
45 et au libre choix de son travail au sein de l'entreprise ; mais sans
46 lutte sociale et politique, il débouche sur une dictature de la no-
47 tation, de la réputation, du contrôle de tous par tous qui conforte
48 le pouvoir du capital.

49 En exacerbant la contradiction capital-travail, la révolution numé-
50 rique, pose de fait les questions du dépassement du salariat par
51 une société de libres producteurs associés, de la remise en cause

1 de la propriété privée, du fonctionnement et de la structure des
2 entreprises, des institutions et d'une démocratie renouvelée.

3 Le numérique est le champ de bataille d'une lutte de classe oppo-
4 sant capitalisme de plateforme et prolétaires du digital alliés aux
5 partisans d'une économie de la contribution fondée sur les com-
6 muns, le partage et les services publics. Partout dans le monde,
7 usagers-contributeurs et travailleuses/travailleurs s'unissent pour
8 créer des plateformes participatives, des coopératives de don-
9 nées opérant avec des logiciels libres par opposition aux plate-
10 formes capitalistes.

11 Cette lutte passe par les réseaux sociaux, les « class actions », la
12 mise en cause de la réputation des plateformes, le développe-
13 ment de modèles alternatifs comme les « mutuelles de travail as-
14 socié » qui offre un cadre de sécurité emploi-formation. Mais elle
15 implique aussi un investissement politique de ces nouveaux es-
16 paces de socialisation que sont les tiers lieux : fablab, espaces de
17 coworking, jardins et habitats partagés, « entreprises ouvertes »...
18 C'est dans ces tiers lieux que s'imaginent et se créent d'autres
19 formes de productions et d'échanges. Car de l'autre côté, dans
20 les entreprises, les informations, comme celles incluses dans les
21 brevets technologiques, sont monopolisées et servent à mettre en
22 concurrence les peuples entre eux au service de l'accumulation du
23 capital financier et matériel.

24 Au lieu d'un État incubateur de start-up, nous avons besoin d'un
25 État partenaire, qui donne les moyens et crée les conditions pour
26 l'autonomie sociale, économique et politique des plateformes
27 coopératives et des tiers lieux afin de préserver le bien commun
28 numérique et de l'élargir aux données personnelles.

29 Au moment où les forces politiques et sociales se réclamant de la
30 transformation sociale sont en difficulté, et où nombre d'actrices
31 et d'acteurs de la révolution numérique se réclament du partage,
32 de la coopération et ont l'ambition de « prototyper » la société de
33 demain en hackant celle d'aujourd'hui, il est nécessaire que ces
34 deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter, lutter
35 et construire ensemble.

36 **1.3 Rien ne se fera sans faire reculer le coût du** 37 **capital**

38 Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes indus-
39 triels et financiers plombent tout : 309 milliards d'euros. Ce qu'ils
40 appellent les « coûts du travail » :145 milliards d'euros de cotisa-
41 tions sociales patronales pourtant investis utilement pour la santé
42 ou la consommation populaire.

43 Ces milliards sont disponibles mais totalement accaparés par les
44 tenants de la loi de l'argent pour l'argent - et avec eux les forces
45 politiques qui les soutiennent et mènent la guerre des idées.

46 Or, la révolution informationnelle autorise de nouvelles concep-
47 tions de la production, du travail, des échanges. La productivité
48 a augmenté de façon considérable sans que les salaires ou la du-
49 rée du travail en profitent car le but prioritaire des dominants est
50 d'accroître les rendements financiers de leur capital et détruire
51 les rivaux sur les marchés. Les énormes économies de travail per-
52 mises par les technologies numériques servent avant tout à ré-

1 duire les masses salariales et l'emploi, en freinant les débouchés
2 de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ainsi ces
3 cercles vicieux en conduisant à la dépression. Notre pays s'enlise
4 aussi car il est un pays de bas salaires : la revalorisation du pouvoir
5 d'achat est une exigence autant sociale qu'utile économiquement.

6 Tout cela résulte de décisions politiques et d'institutions qui or-
7 ganisent les pouvoirs. On peut donc, dans les faits, s'attaquer à
8 ces orientations et à cette incroyable concentration de richesses
9 néfaste pour la société.

10 Pour engager une nouvelle efficacité sociale, les fonds des
11 banques, les profits des entreprises et les fonds publics doivent
12 être utilisés autrement : pour des dépenses de formation, de déve-
13 loppement social (services publics) et d'investissements efficaces
14 (porteurs d'emplois accrus et améliorés). La maîtrise populaire du
15 crédit bancaire est une « nouvelle frontière ».

16 Le crédit doit être considéré commun bien commun adossé à
17 un pôle public bancaire. Sa finalité serait d'encourager l'essor de
18 l'emploi et de la formation, les progrès sociaux et écologique.

19 Réformer en profondeur la fiscalité devrait pousser les entreprises à
20 financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de
21 formations correctement rémunérés. Le fond de cette réforme serait
22 de pénaliser la distribution de bénéfices sous forme de dividendes
23 contre l'emploi et la croissance réelle ou contre l'environnement.

24 Décentraliser l'impôt local sur le capital matériel des entreprises,
25 mettre à contribution leur capital financier, ou encore réformer
26 l'ISF et l'Impôt sur le revenu pour les rendre plus progressifs, ins-
27 taurer un taux zéro de TVA pour les produits de première néces-
28 sité seraient des mesures à la fois justes et efficaces. De nouvelles
29 cotisations sociales devraient être instaurées pour contribuer au
30 financement de la sécurité emploi-formation. Enfin, diminuer for-
31 tement le temps de travail, permettre à chacun-e de passer beau-
32 coup plus de temps, tout le long de sa vie active, à se former, se
33 cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale
offrirait une formidable vitalité à toute la société.

34 **2. Une société du bien vivre** 35 **et du bien commun**

36 Le marché accapare tous les champs de la vie, pour le profit de
37 quelques-uns. Il n'est pas apte à satisfaire les droits vitaux des
38 populations. Le bien vivre pose la question de l'essentiel. Cette
39 approche condamne définitivement le productivisme et une de
40 ses tares, l'obsolescence programmée. L'enjeu est de favoriser
41 l'appropriation des biens communs essentiels à la vie par le plus
42 grand nombre.

43 Le monde doit penser sur d'autres bases son développement. Le
44 calcul de la richesse de notre civilisation ne peut continuer de
45 s'évaluer dans les grandes places boursières mais doit prendre en
46 compte : le niveau d'éducation, la durée de vie en bonne santé, un
47 niveau de vie décent ou encore la mesure des inégalités de genre
48 et de pauvreté multidimensionnelle. Ce qui fonde un nouvel indice
49 de développement humain.

1 **2.1 Développer la production en privilégiant**
2 **l'humain et l'écosystème, en dépassant les formes**
3 **actuelles du productivisme et du consumérisme,**
4 **c'est la clé de tout développement**

5 *Pour l'émancipation sociale et le défi écologique: l'heure est aux*
6 *choix de civilisation.*

7 Participons toutes et tous à la conscience écologique planétaire.

8 Agissons d'un même mouvement pour donner la priorité aux in-
9 térêts de l'immense majorité des peuples et à ceux de la planète,
10 parce qu'ils sont inséparablement liés.

11 Ne laissons pas aux générations futures une planète dévastée par
12 les appétits égoïstes des capitalistes.

13 **Face à l'effondrement industriel : une politique industrielle au-**
14 **dacieuse et adaptée aux réalités contemporaines.**

15 L'industrie, ce doit être le développement des territoires, de l'éco-
16 logie, la réponse au défi d'une vraie transition énergétique, ou en-
17 core les progrès pour la santé. Sans tracteurs, pas d'agriculture ;
18 sans trains, caténaires, camions ou satellites, pas de transports
19 possibles ; sans industrie chimique, pas de santé possible. Sans
20 industrie repensée et étroitement articulée aux services, à la re-
21 cherche et aux services publics, avec un pilotage démocratique,
22 pas de transformation écologique.

23 À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons donc d'un
24 même combat industrie et écologie : produire mieux, produire
25 pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de
26 qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développe-
27 ment humain à la course effrénée de la recherche du profit.

28 **2.2 Pour l'appropriation sociale, l'égalité, la**
29 **solidarité et la reconquête du bien commun : un**
30 **nouvel essor du service public**

31 La soumission à des intérêts privés comme aux marchés finan-
32 ciers éreinte les services publics et leurs missions. Dans tous les
33 domaines: l'éducation, la santé, la protection sociale, la recherche,
34 l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications, le crédit, le
35 logement, la Poste, la sécurité et la justice, les politiques d'austé-
36 rité les éloignent toujours plus de leur mission d'égalité et de ci-
37 toyenneté, d'appropriation sociale, de solidarité et de reconquête
38 du bien commun.

39 Les reconstruire et les développer, à l'aune des enjeux d'au-
40 jourd'hui, passe par réaffirmer et développer leurs missions essen-
41 tielles : réponse aux besoins collectifs, accès égal de tous, proxi-
42 mité, en appliquant le cas échéant la gratuité.

43 Leur financement doit être fondé sur une fiscalité juste et redis-
44 tributive et ils doivent être dégagés de l'emprise des marchés fi-
45 nanciers pour leur permettre de remplir leurs missions au service
46 de l'intérêt général en dehors de toute contrainte de rentabilité
47 financière. Leur statut doit protéger les agents des pressions poli-
48 tiques, économiques ou clientélistes.

49 Dans bien des domaines, des critères d'efficacité sociale sont à

1 substituer aux critères marchands et la démocratie interne. La
2 participation citoyenne doit imprégner leur gestion, leur direction
3 et les politiques suivies.

4 Au plan européen et mondial, prendre le contre-pied des direc-
5 tives service et de toutes les libéralisations entreprises notam-
6 ment dans les secteurs du rail, du courrier et de l'énergie est un
7 des passages obligés pour enfin travailler au développement de
8 coopérations publiques solidaires.

9 Une nouvelle histoire des services publics est à écrire. Des be-
10 soins de rénovations et de créations s'imposent comme dans le
11 domaine de l'information ou de la culture, car tout ce qui se sous-
12 trait du pouvoir de l'argent et des pressions politiques autorise
13 pluralisme et citoyenneté qui sont les clés du développement.

14 **2.3 Préserver et partager les ressources natu-** 15 **relles, c'est d'abord refuser la marchandisation** 16 **des biens communs**

17 *Préserver la planète et l'humanité*

18 Émancipation sociale et réponse au défi écologique sont intrinsè-
19 quement liées. L'avenir de la planète et celui de ses habitants sont
20 indissociables. Le nouveau récit émancipateur à construire repose
21 sur ces deux piliers et sur une même logique, celle qui fait primer
22 l'humain sur le profit.

23 Engagés dans une course effrénée au profit immédiat, les capita-
24 listes provoquent des dégâts irrémédiables aux écosystèmes qui
25 ont besoin de temps longs pour se renouveler, et d'intervention
26 humaine coordonnée et planifiée pour se développer. Leur système
27 productiviste est prédateur de ressources naturelles et bafoue la
28 dignité et la souveraineté des peuples. Guidés par le seul appétit
29 du profit, les capitalistes nous inondent de produits aussitôt-fabri-
30 qués-aussitôt-périmés, tout en coupant les productions de tant de
31 biens utiles, pour peu qu'ils ne soient pas jugés hyper-rentables
32 (des médicaments génériques aux aciers de Florange).

33 L'invention de la « croissance verte » par les multinationales est
34 un prétexte futile et surtout rentable qui ne parvient pas à mas-
35 quer leur incapacité à résoudre la crise qu'elles produisent. Ainsi
36 la pollution des sols, des océans, des rivières, de l'air et la mise en
37 danger de la biodiversité atteignent des sommets dévastateurs et
38 préemptent l'avenir des futures générations. Chaque année nous
39 enregistrons un nouveau record de l'élévation de la température
40 de la planète. Les effets du réchauffement climatique – que plus
41 personne ne conteste – sont déjà perceptibles.

42 *Mêler l'ambition d'un développement durable et solidaire avec* 43 *l'impératif écologique : l'urgence c'est la limitation du réchauff-* 44 *ement de la planète à 2°C maximum.*

45 Tout retard pris sur cette grave question sera préjudiciable à l'hu-
46 manité. Consommer moins pour les mêmes usages et économiser
47 l'énergie dans l'habitat et les transports est essentiel et doit être
48 créateur d'emplois. Il est urgent de réduire progressivement, mais
49 de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole,
50 charbon, gaz...) responsables des émissions de gaz à effet de
51 serre qui provoquent des catastrophes environnementales dont

1 les conséquences sont imprévisibles, à commencer par des popu-
2 lations contraintes à se déplacer déjà par millions.

3 ***Le débat sur la transition énergétique est engagé.***

4 Il doit prendre une ampleur planétaire. Il s'agit de satisfaire un réel
5 droit à l'énergie pour toutes et tous, au coût le plus bas possible.
6 Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mon-
7 diaux, un mix énergétique, 100 % public, non émetteur de CO₂,
8 composé d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermique,
9 hydrolien, solaire, thermique et photovoltaïque, etc.) et nucléaire
10 (pour laquelle des normes internationales de sûreté doivent être
11 définies). Une relance de toutes les filières industrielles du mix,
12 aujourd'hui mises en cause ou inexistantes, doit être engagée.

13 ***Après l'accord de Paris : le défi climatique reste devant nous.***

14 Sur les principes tout est inscrit : limiter à 2°C voire 1,5°C si pos-
15 sible, la hausse de la température planétaire comme l'exigeaient
16 les pays les plus vulnérables ; une somme dédiée chaque année
17 aux mesures d'adaptation des pays en développement (limitée à
18 seulement 100 milliards de dollars, par an, d'ici à 2020), la clause
19 de revoyure afin de rehausser régulièrement le niveau d'engage-
20 ments de réduction des émissions de gaz à effet de serre comme
21 financiers...

22 Mais tout reste à réaliser... L'essentiel maintenant est d'engager une
23 véritable transition écologique et sociale vers une société sobre
24 en carbone afin d'atteindre les objectifs affichés de la COP21 et de
25 réduire les inégalités de développement dans le monde.

26 Cette ambition commande que l'on sorte des politiques d'austé-
27 rité en France et en Europe et que l'on vise un autre partage des
28 richesses et des connaissances à l'échelle du monde. Et cela de-
29 mande tout particulièrement de mobiliser les moyens financiers
30 mondiaux tels que le FMI.

31 L'accord de Paris met en évidence une fois de plus la réalité des
32 rapports de domination à l'échelle du monde qui met les pays les
33 plus pauvres en grande difficulté.

34 Nous devons poursuivre notre contribution à la mobilisation du
35 mouvement progressiste français, européen et mondial dans
36 la perspective des futurs COP et forums mondiaux. Car nous
37 sommes convaincus que de meilleures situations de vie sont pos-
38 sibles pour l'ensemble des peuples en sauvant le climat et pas le
39 système qui le détruit.

40 ***Un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour toutes les***
41 ***travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir afin de***
42 ***répondre à la crise fondamentale qui touche aujourd'hui l'agri-***
43 ***culture, par la valorisation des filières relocalisées, la transfor-***
44 ***mation et la vente des produits au plus près des consommateurs.***

45 À l'échelle du monde, de l'Europe, de la France, les politiques agri-
46 coles et alimentaires doivent planifier la production, se reprendre
47 en main les outils de la régulation des marchés et accompagner
48 une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les cir-
49 cuits courts, les filières bio. La gestion des stocks, la sécurité ali-
50 mentaire ou encore l'interdiction des la spéculation sur les den-
51 rées vivrières sont des priorités.

1 La consommation des produits de la mer est un moyen de ré-
2 pondre au défi alimentaire en même temps qu'une question de
3 santé publique. Aujourd'hui, ce sont les pavillons de complaisance,
4 les normes sociales du moins disant et les fonds de pension qui
5 spéculent sur les quotas de pêche. L'engagement doit être fort en
6 faveur de la souveraineté alimentaire ; pour assurer une activité
7 relocalisée, pour défendre une pêche artisanale et rémunératrice
8 des marins, pour lutter contre les importations/dumping, pour
9 encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des
10 distributeurs et s'opposer au pillage des ressources halieutiques.

11 ***La qualité de l'air : un enjeu crucial de santé.***

12 C'est vrai dans les métropoles et au-delà. Le développement des
13 transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort mail-
14 lage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial, doit devenir une
15 priorité et l'étalement urbain reconsidéré, avec la relocalisation
16 de l'emploi. L'organisation urbaine et les politiques foncières ac-
17 tuelles doivent être reconsidérées dans un développement urbain
18 maîtrisé vers d'autres types de modèles, mixant les différents es-
19 spaces et temps de vie, au lieu d'éloigner domicile et travail, habitat
20 et services publics, de concentrer commerces et services privés
21 dans des pôles générateurs de d'économies d'échelle, d'engorge-
22 ment et de spéculation.

23 ***L'eau : un bien commun de l'humanité.***

24 Sa gestion doit être sortie des griffes des multinationales et res-
25 ter dans le champ du service public. Les citoyens comme les élus
26 doivent pouvoir intervenir dans la gestion de l'eau et de la préser-
27 vation de la ressource. Garantir l'égalité d'accès, réduire les inéga-
28 lités du prix, sortir la recherche et les savoir-faire des mains du pri-
29 vé, supposent la création d'un service public national décentralisé
30 de l'eau et de l'assainissement, seul garant de l'équité territoriale.

31 ***Développement humain, satisfaction des besoins essentiels des*** 32 ***populations, bien vivre et préserver l'environnement face au ca-*** 33 ***pitalisme consumériste et expansif.***

34 Cette démarche donne priorité aux productions utiles et à l'éco-
35 nomie des ressources matérielles contre la finance débridée.

36 C'est un appel à initier de profondes innovations dans l'organisa-
37 tion de la société, et la conception même de la production, vers
38 une économie vraiment circulaire : recycler tout ce qui peut l'être,
39 en finir avec le jetable et concevoir une économie du réparable et
40 du récupérable.

41 C'est un appel à mettre en œuvre de grands plans d'investisse-
42 ment et de formations de base et universitaires, de recherches
43 dans tous les domaines.

44 C'est intégrer des conceptions nouvelles pour les valeurs des pro-
45 duits en liant réponses aux besoins utiles avec respect de l'envi-
46 ronnement et recyclabilité.

47 C'est un appel à faire du neuf dans les filières, avec la création de
48 milliers d'emplois.

49 **2.4 Reprendre le pouvoir aux banques et aux** 50 **marchés financiers pour se donner les moyens** 51 **d'une société du bien vivre et du bien commun**

1 Les énormes pouvoirs privés dont jouissent les banques et les
2 marchés financiers sont contraires à la démocratie. Ils placent
3 notre société et le monde en permanence sous la menace des
4 crises financières et des politiques d'austérité. Bloquer la spé-
5 culation et la financiarisation de toute l'économie. Cela nécessite de
6 placer l'utilisation des crédits des banques sous contrôle social
7 avec des critères précis d'efficacité économique et sociale.

8 Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne jusqu'à
9 changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire
10 et financier au service de l'emploi et des salaires, contre les délo-
11 calisations et la spéculation sont des exigences premières. Trans-
12 former la politique et les critères du crédit ou encore bloquer les
13 circulations de capitaux et de profit avec les paradis fiscaux sont
14 des objectifs à conjuguer avec une profonde réforme de la fisca-
15 lité comprenant la suppression du bouclier fiscal, l'augmentation
16 de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, la taxation des
17 revenus financiers des entreprises, la modulation de l'impôt sur les
18 sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction
19 d'objectifs d'emploi, de formation et de salaires de l'entreprise.

20 Les exonérations de cotisations sociales patronales, 30 milliards
21 d'euros, ont dramatiquement démontré leur perversité. Il faut en
22 finir. Gestion démocratique de la création monétaire, création de
23 pouvoirs nouveaux pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s
24 dans la gestion de leur entreprise, ainsi que des citoyennes et des
25 citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territo-
26 riales sont des moyens indispensables pour cette réorientation.

27 **3. Révolutionner la République** 28 **pour une France de liberté,** 29 **d'égalité et de fraternité**

30 **3.1. Construire une République démocratique, c'est**
31 **rompre avec le présidentielisme et la concentra-**
32 **tion des pouvoirs médiatiques, constituer une re-**
33 **présentation nationale à l'image du peuple, créer**
34 **de nouveaux pouvoirs de décisions et de contrôle**
35 **des citoyennes et des citoyens.**

36 Notre système politique et institutionnel, notre système de repré-
37 sentation est malade de l'absence de participation des citoyen-e-s
38 aux processus de décision. Une question se pose : sommes-nous
39 encore en démocratie ? La République est mise à mal, et la vie
40 politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie prési-
41 dentielle. On remet en cause les collectivités locales qui sont des
42 foyers de proximité citoyenne. Pourtant, l'aspiration à participer
43 est intacte : des mouvements citoyens, participatifs germent sur
44 tout le territoire, et se cherchent.

45 *Un nouvel essor de la démocratie sera, d'un même mouvement,*
46 *un appel à l'accès aux savoirs pour que chacun puisse s'en mêler.*
47 *Nouvelle phase de démocratisation scolaire, prolongation de la*
48 *scolarité obligatoire pour donner du temps aux futures citoyen-*
49 *nes et citoyens de s'approprier les savoirs nécessaires pour pren-*
50 *dre en main leur destin : voilà qui doit aussi ouvrir une nouvelle*
51 *ère de la citoyenneté.*

1 ***De nouveaux pouvoirs incluront des droits aussi bien dans la cité***
2 ***que dans l'entreprise ou sur les banques, dans la vie associative***
3 ***et avec l'éducation populaire. Mettre fin au présidentielisme et***
4 ***au domaine réservé de la politique internationale, instituer une***
5 ***démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non***
6 ***cumul des mandats, avec un statut de l'élu-e, en agissant pour***
7 ***réformer la construction et le fonctionnement de l'Europe sera le***
8 ***grand chantier institutionnel redonnant sens à notre République.***
9 ***Cela passe par un processus constituant d'une VI^e République,***
10 ***sociale, démocratique, citoyenne.***

11 ***Le droit à l'information.***

12 Le droit à l'information des citoyennes et citoyens est bafoué par la
13 concentration du pouvoir sur les médias par les grands groupes :
14 concentration, monopoles ou groupe industriels tributaires de
15 l'État qui détiennent l'essentiel des pouvoirs.

16 Une société de partage et d'égalité ne peut qu'être pluraliste. Elle
17 passera par le renforcement des dispositifs anticoncentration.

18 Renforcer le droit d'auteur mis à mal par la loi Hadopi et par la Com-
19 mission européenne et refondre le secteur public doivent marcher
20 d'une même pas vers un pôle public des médias qui rassemblerait
21 les réseaux de diffusion, de communication et les moyens de
22 France Télévisions, de Radio France, France Média Monde (RFI,
23 TV5 Monde, France 24), CFI, Euro news, l'INA et l'AFP.

24 Reconstituer un pôle public de production et renforcer les coopé-
25 rations européennes entre services publics : projets industriels, re-
26 cherche, coproductions permettra aussi de relancer la croissance
27 et l'emploi. Un conseil supérieur des médias imposera le respect
28 des libertés et du pluralisme, le statut des médias publics, privés
29 et associatifs. Des états généraux des médias seront organisés et
30 la protection des sources des journalistes constitutionnalisées.

31 Le choix de la démocratie passe par de nouveaux droits aux sala-
32 riés et aux usagers afin de veiller à l'indépendance des rédactions.

33 **3.2 Élaborer un nouveau pacte républicain, pour** 34 **que la liberté, l'égalité et la fraternité trouvent la** 35 **voie de leur réalisation concrète et que la laïcité** 36 **conforte le vivre-ensemble**

37 ***Rénover et redonner de la force aux valeurs qui fondent notre***
38 ***nation*** avec de nouveaux pouvoirs citoyens, en France, en Europe
39 et dans le monde est essentiel.

40 ***La liberté*** pour libérer les potentialités humaines

41 ***L'égalité*** pour faire reculer toutes les dominations et les discrimi-
42 nations, qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, homophobes,
43 lesbophobes... territoriales et spatiales.

44 ***La fraternité*** pour combattre toutes les aliénations : celles liées
45 à tous les intégrismes et fondamentalismes, tous les racismes et
46 toutes les formes de xénophobie et de rejet de l'autre.

47 ***La laïcité*** établit que la souveraineté appartient au peuple tout en-
48 tier en tant qu'association d'hommes et de femmes libres, égales,
49 égaux. Elle fonde la liberté de conscience, l'égalité des droits, l'af-
50 firmation fraternelle. Elle ne saurait être un instrument de discrimi-

1 mination, de division ou de stigmatisation sur la base des convic-
2 tions religieuses. Elle appelle à la mise en actes des valeurs de la
3 République.

4 Redonner sens à nos valeurs, c'est se donner de la force pour re-
5 mettre en cause toutes les exploitations, dans le travail, la famille, la
6 production et la consommation, la vie quotidienne, l'habitat et les
7 loisirs, l'espace et le temps, la nature et les ressources naturelles.

8 **Une égalité en droits**, qui ne soit ni égalitarisme, ni mirage de
9 l'égalité de chances, doit promouvoir les potentialités humaines,
10 par l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures;
11 par la maîtrise sociale des technologies numériques.

12 **Un développement continu des droits imprescriptibles de cha-**
13 **que individu** doit devenir un principe majeur : avec son épanouis-
14 sement et son bien-être, quels que soient son sexe et ses orienta-
15 tions sexuelles, ses origines, ses opinions et ses convictions, son
16 appartenance territoriale, son nom ou la couleur de sa peau.

17 **Une véritable révolution citoyenne** doit renouveler la démocratie
18 et refondre la république pour permettre à chacune et chacun de
19 participer à l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local, le lieu de
20 résidence, la commune... jusqu'à l'échelon national et européen.

21 L'aspiration de chacun-e à libérer son rapport au travail, à l'es-
22 pace, au temps est une vraie force politique et l'appropriation des
23 savoirs par toutes et tous devient ainsi centrale, car elle traverse
24 tous ces enjeux.

25 Le savoir est un pouvoir et, pour en finir avec les inégalités, il est
26 indispensable de donner à chacun-e les moyens de comprendre le
27 monde pour le transformer.

28 **Pour l'égalité des territoires et de leurs habitants.**

29 **Il y a besoin d'un nouveau pacte républicain pour redonner leur**
30 **place aux territoires et à ses populations** caractérisé par l'égalité,
31 la dignité, les services publics garantissant le droit individuel et
32 collectif des citoyen-e-s.

33 Construire la ville de demain, c'est repenser son rapport avec le
34 reste des territoires et impulser un mode de développement plus
35 horizontal et homogène. Dans un avenir proche, 80 % de la po-
36 pulation habitera en ville, et pourtant cette dernière est au cœur
37 de la fabrique des inégalités et ne répond plus aux besoins de ses
38 populations avec notamment une crise profonde du logement.

39 **L'heure est à fonder, construire** une ville durable, où il fait bon
40 vivre : c'est le droit à la ville pour tous. Rééquilibrer les territoires
41 passe par la mise en œuvre d'une vraie solidarité, par un renou-
42 vellement urbain, des services publics, dont les transports, déve-
43 loppés et modernisés et des moyens pour une politique de la ville
44 efficace.

45 **La ruralité doit y avoir toute sa place**, en faisant le pari de l'agri-
46 culture durable, de l'artisanat, du développement des savoir-faire,
47 en redéployant un réseau de transports et de services publics.

48 **Notre République doit être une, indivisible et décentralisée.**
49 Chaque citoyen-e, quel que soit son lieu de résidence, doit pou-
50 voir pleinement jouir de ses droits démocratiques d'intervention
51 dans le débat public.

1 **Préserver la commune et le département et favoriser les co-**
2 **opérations** pour une nouvelle ambition dans l'aménagement du
3 territoire. Cette exigence démocratique s'inscrit dans un rapport
4 de proximité, faite de solidarité, d'égalité, de services publics.

5 **Face au coup d'État institutionnel : démocratie !** À l'opposé de
6 ces exigences, la « nouvelle réorganisation territoriale de la Ré-
7 publique » (loi NOTRE), votée en août 2015, dessine un visage
8 jamais connu dans la Ve République. L'égalité des territoires vole
9 en éclats, écrasée par le diktat de la course effrénée à la réduction
10 des dépenses publiques et des services locaux de proximité
11 aux citoyens. Des mégastructures métropoles, des super régions,
12 des fusions intercommunales se créent avec une recentralisation
13 des pouvoirs, éloignent les citoyen-e-s des décisions et tournent
14 le dos aux politiques locales librement consenties. L'avenir de la
15 commune est compromis. La cure d'austérité imposée aux collec-
16 tivités met à mal l'investissement public et les besoins des habi-
17 tants en matière de services publics, d'accès aux droits, d'équilibre
18 des territoires. C'est un rouleau compresseur contre la démocratie
19 elle-même. Tout cela exige mobilisation pour de nouveaux essors
20 de la démocratie.

21 **Redonner du sens à l'engagement pour changer la vie et la so-**
22 **ciété, pour transformer la politique face au libéralisme et à sa**
23 **pensée unique.**

24 S'abstenir, ne plus être inscrits sur les listes électorales n'est sou-
25 vent pas le reflet d'un acte manqué mais l'expression volontaire de
26 se mettre hors champ du système à bout de souffle. Elles et ils re-
27 fudent de choisir entre le pire et le moins pire, entre les promesses
28 si souvent non tenues est les espoirs si cruellement déçus.

29 Elles et ils poussent ainsi un grand cri de colère en exprimant le
30 sentiment de n'avoir plus prise sur les décisions. Mais c'est avant
31 tout un appel lancinant à changer de séquence et à ouvrir celui
32 d'une nouvelle ère démocratique et politique, qui mette enfin la
33 citoyenne, le citoyen au cœur de tous les choix.

34 Celles et ceux qui souffrent ont aujourd'hui le plus intérêt à agir
35 dans les valeurs universelles de solidarité, d'égalité, de justice et
36 de transformations sociales, mais elles et ils désertent l'engage-
37 ment politique ou se mettent hors champ du vote malgré les rêves
38 qu'elles et ils portent en eux.

39 Un défi est à relever : redonner sens à l'engagement pour changer
40 la vie, changer la société, s'engager, transformer la politique face
41 au libéralisme, à sa pensée unique.

42 Notre système démocratique, socle de la République, est dans
43 l'impasse. Pour des millions de citoyen-e-s domine le sentiment
44 amer et parfois désespéré de n'être pas plus entendu-e-s que re-
45 présenté-e-s, que les espoirs, y compris ceux de 2012, sont sacri-
46 fiés sur l'autel de la finance et du libéralisme.

47 C'est sur le champ de la reconquête de participation et d'engage-
48 ment citoyen et politique, de réappropriation des enjeux de trans-
49 formations que doit réinvestir un projet émancipateur en renouant
50 les dialogues, en expérimentant de nouvelles pratiques politiques.

51 **Le nouveau pacte républicain porte au cœur la dignité, la solida-**
52 **rité, la démocratie.**

1 Penser, agir c'est être libre et décider, c'est s'épanouir, s'ouvrir à
2 l'autre, c'est l'individu au service du collectif, d'un projet d'émanci-
3 pation humaine, solidaire, constructif. La société d'individus libres
4 et égaux en droits doit rendre force à la devise « liberté, égalité,
5 fraternité » aujourd'hui bafouée pour des millions de citoyen-e-s.

6 ***La France, son peuple ont de la ressource.***

7 En s'appuyant sur ce qui a fait la France, de celle des lumières,
8 celle de la Révolution et de Jaurès, à celle du Conseil national
9 de la Résistance, de mai 68 et des conquêtes sociales, démocra-
10 tiques, politiques, celui des droits des femmes et des libertés in-
11 dividuelles, et sur toutes les forces qui demandent aujourd'hui à
12 s'unir, elle peut écrire une nouvelle page.

13 **3.3 Réaliser l'égalité femmes-hommes et sortir**
14 **du patriarcat : combattre le sexisme, agir pour**
15 **l'égalité au travail et dans tous les domaines de la**
16 **vie, lutter contre les violences faites aux femmes**

17 ***Les mouvements que les femmes développent pour prendre le***
18 ***pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur acti-***
19 ***tivité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles.*** C'est
20 sur elles qu'il faut s'appuyer pour renverser une bonne fois pour
21 toutes la domination patriarcale. Un vaste mouvement libérateur
22 doit encore grandir : de la lutte contre les violences faites aux
23 femmes à la fin des stéréotypes de genre en passant par la maî-
24 trise du corps, pour mettre un terme au rôle subordonné que le
25 patriarcat impose encore aux femmes, dans tous les domaines de
26 leur vie privée et publique.

27 ***La procréation permet, dans une certaine mesure, la repro-***
28 ***duction d'un modèle de société.*** Ce pouvoir rend les femmes
29 « dangereuses » aux yeux des États ou des Églises qui prétendent
30 les en déposséder, en restreignant leur choix d'avoir ou non des
31 enfants. C'est l'exigence de la maîtrise de soi, de son temps, de
32 son corps, de ses choix de vie qu'elles opposent à cette dépos-
33 session. Et cette critique qu'elles conduisent dans la pratique de
34 leurs luttes atteint toute entière la prétention de l'État bourgeois
35 à incarner l'intérêt général – ce même État actionnaire qui dépos-
36 sède les salarié-e-s d'Air France de leur outil de travail.

37 Avec le développement des exigences familiales et un État défail-
38 lant, elles sont au centre de la bataille pour la mise en commun et
39 en service public de l'accompagnement des personnes... Un mou-
40 vement qui porte la nécessité d'un véritable service public de la
41 petite enfance, de la santé, de l'autonomie.

42 Les aspirations des femmes sont aussi broyées au nom de l'uni-
43 versel masculin. La dépossession démocratique des femmes est
44 inscrite par construction dans nos institutions, et elle est édifiante
45 d'assemblées qui fonctionnent contre les citoyen-ne-s qu'elles
46 prétendent représenter. La voie de son dépassement, engagée par
47 les femmes au travers de leurs luttes et de leurs votes, est aussi
48 la voie de dépassement de la rupture démocratique générale qui
49 fait le quotidien de notre vie politique. La bataille de la parité, inté-
50 grale et généralisée à toutes les responsabilités politiques, permet
51 d'avancer vers la réalisation de cette exigence mais aussi de poser
52 les questions de renouvellement des élu-e-s, de l'adéquation avec
53 les contours de la société, ou encore du statut de l'élu-e.

1 La place donnée aux femmes est au fond la place donnée à l'autre.
2 **Les luttes féministes pour une société de pleine égalité, de partage**
3 **sont universelles.**

4 **3.4 Tracer un chemin pour sortir de l'inhumanité : combattre le racisme, toutes les discriminations et toutes les formes de domination et d'aliénation**

8 Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et antimusulmans sont à la hausse.

11 Des offensives politiques de stigmatisation, des discours médiatiques islamophobes, ou encore les campagnes de faiseurs de haine sur les réseaux sociaux banalisent et libèrent la parole raciste. Les discriminations liées à la couleur de peau, au patronyme, à l'origine ou à la religion (réelles ou supposées) entraînent une souffrance qui aboutit à ce que les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité deviennent, pour trop de nos concitoyens, des mots vides de sens.

19 C'est avec la même force qu'il faut combattre toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. La reconnaissance de la France telle qu'elle est dans sa diversité suppose une lutte acharnée pour l'égalité réelle.

23 La nation est une réalité objective mais aussi un imaginaire dans la façon de se représenter le peuple. Elle renvoie à un récit collectif qu'il ne faut pas laisser aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. L'histoire ultramarine, l'histoire coloniale et celle de l'esclavage, tout comme l'histoire d'un siècle d'immigration font partie intégrante de notre histoire. Dans un contexte d'ethnicisation des rapports sociaux, le racisme prend aujourd'hui de nouveaux habits, en traitant les cultures comme des « races », en les figeant. Sa montée s'inscrit dans l'exacerbation d'un affrontement identitaire qui cherche à effacer l'affrontement de classe.

33 Le racisme, la xénophobie et la peur de l'étranger sont des instruments de la domination économique et sociale qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales et du capitalisme financiarisé. Cependant, comme pour le sexisme, on ne peut s'en tenir à la lutte sur le seul terrain économique pour combattre le racisme. La lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique.

40 L'urgence est de recréer l'unité dans les couches et les quartiers populaires et au-delà, de faire converger les combats antiracistes, les luttes des migrants avec les diverses luttes sociales pour travailler au « tous ensemble ». C'est affirmer le vrai contenu de la laïcité garante du vivre-ensemble : ce combat de l'émancipation, de la dignité et de l'égalité réelle.

46 **4. Une France engagée pour la paix en Europe et dans le monde**

48 **Les bouleversements du monde sont profonds** et appellent à « miser sur les peuples ». Les aspirations populaires à la justice, à l'égalité, à la sécurité, à la solidarité, au développement humain, social et écologique ouvrent le chemin de la « grande paix humaine ».

1 Avec Jaurès, et à l'heure où les tenants de l'ordolibéralisme as-
2 sèment que « nous sommes en guerre », décidément, le « combat
3 pour la paix est bien le plus grand des combats ». Notre peuple,
4 uni à d'autres partout dans le monde, peut affronter et dépasser
5 les logiques de compétition, de domination, d'exploitation et
6 d'aliénation et de bellicisme qui sont aux origines des conflits et
7 guerres, de l'explosion exponentielle des inégalités, de l'humilia-
8 tion des peuples, de leur mise en concurrence, de la décomposi-
9 tion de sociétés entières, et de la crise climatique.

10 **Transformer la mondialisation** aujourd'hui dominée par les lo-
11 giques capitalistes et la dictature des marchés et institutions fi-
12 nancières passe par des solidarités nouvelles par conforter la sou-
13 veraineté et les droits des peuples et des citoyen-ne-s, par porter
14 haut la communauté d'intérêts des peuples et des nations dans
15 un monde de biens communs et de sécurité humaine collective :
16 sécurité physique mais aussi alimentaire, sociale, politique, écono-
17 mique, environnementale. La sécurité des uns dépend de la sécu-
18 rité de toutes et tous.

19 **La France a un rôle constructif à jouer pour redonner de la force**
20 **au multilatéralisme.** Car chaque peuple, chaque nation compte
21 pour un-e, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de dévelop-
22 pement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre
23 régional de coopération et de sécurité collective inclusif.

24 **4.1 Construire une Europe au service des peuples :** 25 **redéfinir ses fondements et son modèle de coo-** 26 **pération, rassembler les forces progressistes**

27 ***L'Union européenne néo-libérale est inopérante face aux défis***
28 ***communs des Européens et de l'humanité.***

29 Ses logiques de libre-échange, de compétition sans entrave et de
30 priorité données aux marchés financiers, sa construction pour les
31 intérêts capitalistes ont aggravé la crise financière de 2008 et réu-
32 ni les conditions d'une nouvelle déflagration, plus violente encore
33 pour nos sociétés, au prochain krach boursier.

34 L'autoritarisme et le pouvoir cédé aux institutions financières, une
35 Banque centrale « indépendantes » dans les processus décisionnels
36 s'opposent désormais frontalement aux souverainetés populaires.

37 La mise en concurrence des travailleurs et les politiques d'austé-
38 rité ont considérablement appauvri les peuples européens et dé-
39 truisent les tissus économiques et sociaux de nos pays.

40 Les tensions et les divisions se développent ; l'UE est, dans sa
41 forme actuelle, rejetée massivement par les peuples. Face à l'arri-
42 vée des réfugiés qui fuient la guerre, il n'y a pas de réponse com-
43 mune, mais des stratégies nationales de fermeture, laissant seuls
44 les pays situés aux frontières de l'UE.

45 Dans ce chaos qui les dépasse, les classes dirigeantes euro-
46 péennes parlent désormais ouvertement de sa « dislocation » ou
47 d'une possible issue par une « Europe à deux vitesses ». Le retour
48 des nationalismes est un risque bien réel. Par le dumping ou par
49 le nationalisme, jeter les peuples les uns contre les autres peut
50 conduire au pire.

51 ***L'Europe actuelle est un verrou au développement humain.*** Mais

1 une coopération régionale d'une autre nature avec un euro au ser-
2 vice des peuples et non des marchés financiers pourrait être un
3 atout dans la lutte engagée pour une autre mondialisation. C'est la
4 raison pour laquelle on ne doit pas abandonner l'idée d'une union.
5 Mais il est indispensable de faire grandir une vision de refondation
6 démocratique et solidaire de l'Europe. Une vision que devrait faire
7 avancer la France, aux côtés des peuples et des gouvernements
8 qui sont aujourd'hui en lutte pour leur développement national
9 et le respect de leur souveraineté. Membre fondateur de l'UE, la
10 France a une responsabilité particulière et dispose du poids né-
11 cessaire pour ouvrir un véritable débat sur les enjeux sociaux, dé-
12 mocratiques, environnementaux, sur le modèle de coopération
13 démocratique à mettre en œuvre pour faire entrer l'Europe dans
14 l'ère des biens communs. La France doit prendre des initiatives et
15 offrir des bases d'actions populaires à toutes celles et tous ceux
16 qui, en Europe, cherchent une issue progressiste à la crise. Ces
17 forces sont nombreuses.

18 ***Notre pays a les moyens de s'opposer aux logiques guerrières et***
19 ***il peut porter l'idée d'une Europe de la paix et de la coopération ;***
20 une Europe accueillante pour celles et ceux qui fuient aujourd'hui
21 les guerres, les dictatures et la misère. Elle pourrait reprendre le
22 partenariat euro-Méditerranée sur de nouvelles bases pour un
23 co-développement commun. La France peut s'opposer aux règles
24 budgétaires des traités et au démantèlement des services publics
25 et chercher au contraire à les développer à partir d'un fonds euro-
26 péen de développement humain, social et environnemental. Notre
27 pays peut se battre contre le dumping social et les réformes du
28 marché du travail, par exemple en proposant une refonte de la
29 directive des travailleurs détachés, en transposant la directive sur
30 le congé maternité ; en défendant, pour tous les Européen-e-s, un
31 modèle de sécurité sociale du travail permettant à chaque jeune
32 de se former, en agissant pour l'intégration de clauses sociales
33 dans les politiques communes.

34 ***Porter le débat sur la place de la finance en Europe.*** La France
35 doit porter le fer sur le rôle de la Banque centrale européenne et
36 faire en sorte que les 1 100 milliards de création monétaire servent
37 vraiment l'économie réelle en allant aux investissements pour l'em-
38 ploi et la transition écologique plutôt qu'à la spéculation finan-
39 cière. Cela implique de se désengager des négociations en cours
40 sur le traité de libre-échange transatlantique (dit TAFTA ou PTCI)
41 et le projet de démantèlement des services, baptisé TISA (Trade
42 in Services Agreement : accord sur le commerce des services).
43 Cela implique de remettre en cause le modèle de construction
44 actuel. Nous voulons une union démocratique de nations et de
45 peuples libres, souverains et associés, et une France qui consulte
46 son peuple sur les enjeux européens clés. Nous défendons l'idée
47 d'une construction à géométrie choisie, qui laisse la liberté aux
48 peuples souverains de définir leur niveau d'intégration de manière
49 démocratique.

50 **4.2 Construire un système mondial de sécuri-** 51 **té collective et de paix, fondé sur les droits des** 52 **peuples, refonder l'ONU et promouvoir de nou-** 53 **velles coopérations internationales**

54 ***Faire reculer les logiques de guerre***

1 La « guerre contre le terrorisme » djihadiste, par les ingérences,
2 les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour
3 seul résultat que de le renforcer et de plonger des millions de
4 femmes et d'hommes dans plus de guerre, de violences et de mi-
5 sère. Ajoutée à la liberté maximale pour les capitaux financiers, au
6 développement du libre-échange, de la prédation des ressources
7 et richesses par de grands groupes puissants et à l'affaiblissement
8 des États en Afrique et au Proche et Moyen-Orient, elle a nourri
9 des logiques de guerre et de puissances.

10 ***Il est temps de promouvoir un multilatéralisme qui ne subisse***
11 ***plus les pressions des plus puissants.*** En redonnant à l'ONU les
12 moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui don-
13 nant autorité sur un FMI profondément transformé, il est possible
14 d'agir sur les causes du « chaos du monde » : le développement
15 du libre-échange, de la dérégulation, de la déréglementation, la
16 financiarisation des économies, l'accaparement des ressources, la
17 course aux armements.

18 Elle pourrait agir sur la prévention des conflits par le traitement
19 prioritaire des inégalités et des injustices sociales et écono-
20 miques, sur la protection des travailleuses et des travailleurs, de
21 leurs droits, la résolution politique des guerres, la promotion uni-
22 verselle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la pro-
23 motion et la gestion multilatérale des biens communs universels
24 (l'eau, l'énergie, les connaissances) et des libertés fondamentales
25 dont la liberté de circulation, la solidarité devant les grands défis
26 climatiques et écologiques du siècle.

27 À l'opposé des politiques d'alliances antagonistes et des égoïsmes
28 nationaux ou régionaux, de l'OTAN qui participe à l'insécurité du
29 monde, il s'agit de prévaloir des espaces de coopération et de
30 sécurité inclusifs et collaboratifs.

31 En entravant l'emprise des marchés financiers et des institutions
32 financières internationales (IFI), au premier rang desquelles le FMI,
33 en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dol-
34 lar comme y invitent nombre de pays émergents, l'humanité pour-
35 rait ouvrir la voie à des partenariats réciproquement avantageux
36 et basés sur des principes de solidarité et de complémentarité
37 pour relever les défis des mutations économiques, de la maîtrise
38 des échanges, du réchauffement climatique, du désarmement, de
39 la dénucléarisation, de la nécessaire réinvention de nouveaux mo-
40 des de développement et de production au service des peuples
41 dans le respect des écosystèmes.

42 **4.3 Combattre la guerre économique et les dé-** 43 **rivées guerrières qu'elle engendre : contester les** 44 **forces internationalisées du marché par des lois** 45 **sociales et contraignantes et de nouveaux droits** 46 **aux salarié-e-s et aux élue-s**

47 L'OMC puis maintenant les Accords de libre-échange (ALE) for-
48 matent un monde de mise en concurrence des peuples et ali-
49 mentent protectionnisme, populismes et nationalismes. Ils s'ac-
50 compagnent d'attaques, sans précédent pour les Européen-e-s
51 depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et pour tous les
52 peuples dans le monde, contre les droits sociaux, l'accès à l'em-
53 ploi, les droits syndicaux.

1 Celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour s'assurer
2 une existence digne sont précarisés, humilié-e-s, méprisé-e-s par
3 le travail informel, sous-payé, non garanti et non réglementé, la
4 réduction ou l'absence de protection sociale.

5 **Changer de paradigme, c'est substituer à ces logiques prédat-**
6 **rices celle d'une civilisation humaine** du partage, du bien-vivre et
7 du commun garantissant aux peuples et aux citoyen-ne-s l'égalité
8 des droits politiques, sociaux, économiques, le plein exercice de
9 leur souveraineté.

10 La révolution numérique induit des mutations profondes du tra-
11 vail, du salariat, des modes de production : elle ouvre aussi des
12 possibilités jusqu'ici inédites de mises en commun des ressources
13 et richesses.

14 La lutte contre les inégalités et les injustices sociales, pour les
15 droits et la démocratie dans toutes les régions du monde sonnent
16 l'heure d'une nouvelle convergence des luttes sociales pour la sé-
17 curité de l'emploi, pour l'éducation et la formation, pour la protec-
18 tion sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée
19 légale du travail, le droit de grève.

20 Dans le bras-de-fer engagé au plan européen et mondial contre
21 le grand patronat, les groupes et les gros actionnaires, l'Organisa-
22 tion internationale du travail qui doit être soutenue a vocation à
23 contribuer au progrès social sur tous les continents.

24 Les organisations européennes et internationales des travailleuses
25 et des travailleurs, les citoyen-ne-s, les forces politiques progres-
26 sistes sont appelées à unir leurs forces pour mettre en échec la
27 marchandisation du travail, des droits humains et pour la conquête
28 de droits nouveaux dans tous les lieux et entités de travail.

2017 : une autre voie pour l'avenir de la France

3 La France entre en ébullition. Pas une semaine ne se passe sans
4 qu'un événement d'importance vienne chambouler le paysage.

5 C'est d'abord cette colère qui redouble. Colère du monde agri-
6 cole, colère des cheminots, colère des fonctionnaires, des ensei-
7 gnants... Et, comme pour mettre en fusion ces révoltes, le gouver-
8 nement provocateur, adossé à un Medef militant, présente la loi El
9 Khomri. Il faut mettre en échec le dynamitage des protections des
10 salariés contenues dans le Code du travail qu'entend parachever
11 cette loi après les remises en cause fondamentales inscrites dans
12 les lois ANI (2013), Rebsamen et Macron.

13 Sous couvert de « simplification », l'objectif du projet de loi El
14 Khomri/Valls/Macron est de sous-traiter l'adoption de mesures
15 régressives en créant par le chantage un rapport de force favo-
16 rable à l'employeur.

17 Prenons la mesure de ce qui se passe. Il n'y a pas seulement une
18 réaction de colère ou de défense : un mouvement profond est
19 en train d'émerger. Ce mouvement, qui s'appuie sur les réseaux
20 sociaux, qui commence à faire bouger la jeunesse, dit que trop
21 c'est trop, que « c'est maintenant qu'il faut bouger », que « c'est
22 maintenant qu'il faut faire de la politique », que « c'est maintenant
23 qu'il faut montrer qu'on vaut mieux que ça ».

24 Cette action prend force au moment où le débat est relancé à
25 gauche. Nous avons eu raison de ne pas fermer cette porte et nous
26 allons tout faire pour que convergent le débat relancé à gauche
27 et les mouvements de luttes sociales et politiques qui émergent.

28 La situation peut-elle se déverrouiller ? L'espoir renaît que le
29 peuple, les jeunes retrouvent la confiance, la voie de l'action et de
30 l'union. De petits coins se déchirent dans les brouillards libéraux
31 qui bouchaient l'horizon. La société est prête à se questionner à
32 nouveau. Et il commence à se dire, à s'écrire que « nous valons
33 mieux que ça » ! Nous ne devons pas rater le coche.

34 Dans le même temps, nous le savons bien, la défiance dans la po-
35 litique reste immense. Les tensions et les divisions dans la société
36 française n'ont pas disparu. De très nombreuses forces, politiques
37 et patronales, travaillent à ce qu'une alternative ne puisse faire ir-
38 ruption. Après ses résultats aux élections intermédiaires, le Front
39 national cherche à s'imposer comme une réponse à cette crise
40 politique.

41 Ne pas rater le coche, c'est, dans les luttes et les mobilisations
42 participer, pousser, faire converger, y être. Y poser le débat de
43 perspective, non comme un ralliement à telle ou telle stratégie
44 politique, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement
45 définisse et garantisse ses propres solutions.

46 **Dans quelle situation la France se trouve-t-elle à** 47 **un an de la fin du quinquennat Hollande ?**

48 En 2017, la France sera de nouveau avec l'élection présidentielle

1 et les élections législatives face à un choix crucial pour son avenir.
2 En 2012, elle s'est débarrassée de Nicolas Sarkozy et espérait un
3 changement avec François Hollande. Quatre ans plus tard, ce ne
4 sont que renoncements, désillusions et trahisons.

5 Tout au long du quinquennat, le gouvernement et sa majorité par-
6 lementaire ont conduit la France dans une impasse économique,
7 en particulier avec les 40 milliards d'euros du CICE versés aux
8 entreprises sans aucun contrôle et le refus de toute tentative de
9 réorientation de la politique bancaire et monétaire européenne.
10 Le bilan de cette politique est sans appel : 700 000 chômeurs
11 supplémentaires en quatre ans et la poursuite de la destruction
12 du modèle social français, issu des luttes populaires et de la Ré-
13 sistance, pour servir les intérêts patronaux et financiers. Alors que
14 de nombreux économistes prédisent un nouveau krach, de plus
15 grande ampleur encore que celui de 2008, le gouvernement n'a
16 tiré aucune leçon du passé et continue d'alimenter la crise.

17 Trois mois après les derniers attentats, la prolongation de l'état
18 d'urgence et l'extension de la déchéance de nationalité sont inef-
19 ficaces à assurer la sécurité des populations et bafouent les va-
20 leurs de la République. Elles visent en réalité à déplacer le débat
21 politique national des enjeux sociaux aux questions sécuritaires
22 et identitaires et à créer les conditions d'une nouvelle offensive
23 réactionnaire.

24 La loi travail est une nouvelle étape dans la fuite en avant ultrali-
25 bérale du gouvernement. Elle signifie la fin des 35 heures en dé-
26 régulant le temps de travail, facilite le licenciement et plafonne les
27 indemnités prud'homales, renforce les pouvoirs du patronat, affai-
28 blit les syndicats. Cette loi constitue la plus grave attaque contre
29 les droits des travailleurs depuis la Seconde Guerre mondiale.

30 Cette crise économique se conjugue avec une crise politique histo-
31 rique, une véritable rupture démocratique. Des millions d'ouvriers,
32 de salariés, d'électeurs de gauche se sont détournés des urnes
33 au fur et à mesure des renoncements présidentiels. La confiance
34 dans l'exécutif et dans tous les partis politiques est au plus bas. Et
35 à l'issue des élections régionales, le Front national est à un niveau
36 jamais atteint dans notre pays.

37 La crise écologique continue, elle aussi, de s'aggraver car aucune
38 des mesures prises durant le quinquennat n'est au niveau de la
39 gravité de la situation. L'application de l'accord de la COP21 né-
40 cessiterait qu'on tourne le dos aux dogmes libéraux du laisser-faire
41 les puissances financières et du court-termisme alors que le gou-
42 vernement relance sa politique libérale.

43 Ainsi, à la veille des échéances de 2017, nous sommes dans une
44 situation politique inédite. Si le scénario d'un match à trois entre
45 le président sortant, le candidat de la droite et Marine Le Pen se
46 confirme pour la présidentielle, les Français n'auront aucun espoir
47 de voir leurs intérêts défendus et des solutions efficaces appor-
48 tées à ces crises. Ce scénario étoufferait les aspirations populaires
49 en interdisant leur représentation politique pour de longues an-
50 nées. Ainsi, l'action conjointe d'un couple présidentiel attaché à
51 décimer la gauche, des forces nationalistes et réactionnaires libé-
52 rées de toute inhibition et du patronat engageant avec les travail-
53 leurs une guerre sans limite ont radicalement changé les condi-
54 tions politiques depuis 2012. Les échéances électorales de 2017 se
55 situent dans un tout autre contexte.

1 Un affrontement est en cours entre celles et ceux qui sont atta-
2 chés à la gauche et le clan gouvernemental qui a déjà dit « adieu
3 à la gauche » et cherche à construire sur ses décombres un bloc
4 social-libéral de type « démocrate » à l'américaine. Ainsi, ce n'est
5 pas simplement l'issue des rendez-vous électoraux mais bien l'ave-
6 nir de la gauche et du progrès social qui est en jeu, et par consé-
7 quent l'avenir de la France. Nous contestons fermement l'idée que
8 la gauche est morte, non seulement parce que c'est faux mais aussi
9 parce que ce discours est un piège tendu par nos adversaires pour
10 diviser nos forces. Il n'y a pas deux gauches irréconciliables, c'est
11 la politique de Hollande, Valls et autres Macron, soutenue par la di-
12 rection du PS, qui est irréconciliable avec la gauche. Nous sommes
13 déterminés à agir pour la construction d'une gauche combative qui
14 agit au service des intérêts populaires. Nous avons conscience que
15 cette gauche devra réinventer ses pratiques et ses projets.

16 Aujourd'hui, des millions de femmes et d'hommes sont disponibles
17 pour chercher et trouver une autre voie pour la France. Ce sont les
18 électeurs du Parti communiste et du Front de gauche, une majorité
19 des électeurs écologistes et socialistes et avec eux toutes celles et
20 ceux qui boude les urnes. Désorientés et démobilisés un temps
21 par les choix du président de la République, aujourd'hui ils disent
22 « stop ». Ils sont très nombreux aussi dans les syndicats, dans les
23 associations, notamment celles qui agissent dans l'urgence sociale,
24 les droits humains, la laïcité, l'éducation populaire, l'économie so-
25 ciale. Et combien de travailleurs, d'ouvriers, d'employés, d'ensei-
26 gnants, de chercheurs, humiliés par le manque de considération,
27 dans leurs conditions de vie, sont disponibles pour redonner un vrai
28 sens, une vraie valeur à leur travail. Combien sont-ils parmi les intel-
29 lectuels, les artistes, les créateurs, écoeurés de voir que le gouver-
30 nement qu'ils avaient soutenu a pris le visage honteux de l'austérité
31 et de la lâcheté devant le pouvoir de l'argent ? Et combien sont-ils
32 parmi ces jeunes qui n'acceptent pas d'être précarisés à vie ? Ces
33 hommes et ces femmes, qui sont le peuple et qui sont la gauche,
34 ne veulent plus voir le clan Hollande piétiner leurs valeurs, parler en
35 leur nom et gouverner en les divisant.

36 **Le Parti communiste veut ouvrir la voie au**
37 **rassemblement de ces femmes et ces hommes.**

38 Contribuons à un débat où ces forces diverses se retrouvent pour
39 dire ce qu'elles souhaitent, jusqu'où elles veulent aller ensemble
40 et dans quelles conditions, participons à la mise en mouvement
41 d'un nombre immense de femmes et d'hommes. Cette orientation
42 n'est pas nouvelle. Nous avons de longue date tiré enseignement
43 des échecs des combats de la gauche et de nos propres combats
44 en disant que la mise en mouvement du peuple dans une
45 démarche collective, populaire et citoyenne est la clé d'un succès
46 de la transformation sociale. Et nos efforts, depuis, ont consisté
47 à créer les conditions de ce mouvement. Nous y sommes parfois
48 parvenus, par exemple dans le combat de 2005 contre la consti-
49 tution libérale européenne. C'est aussi ce que nous avons décidé
50 de faire en lançant le Front de gauche. Il nous a permis de pro-
51 gresser dans l'unité des forces antilibérales, de renforcer le com-
52 bat contre l'austérité. Avec « L'humain d'abord », nous avons réus-
53 si à construire du commun, nous avons véritablement su créer une
54 espérance collective. Des débats ont aussi traversé ce rassemble-

1 ment, notamment sa vocation majoritaire pour laquelle le PCF n'a
2 cessé d'agir. Même si nous ne sous-estimons pas les difficultés
3 qu'il rencontre, nous restons attachés au Front de gauche et à
4 sa démarche et nous militons pour la redéployer dans un mou-
5 vement plus large, plus populaire et plus citoyen. Nous le disions
6 lors de notre précédent congrès en 2013, « à chaque fois que nous
7 le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces
8 disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement ». Et, à pro-
9 pos du Front de gauche, nous ajoutions : « En poursuivant sur le
10 chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où
11 la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire
12 de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence
13 d'un nouveau front populaire ». Nous ne nous résignons pas à la
14 situation de division d'un mouvement qui a suscité tant d'espoirs.

15 Cette démarche, celle qui a présidé à la création du Front de
16 gauche, il s'agit de la poursuivre et d'en écrire une nouvelle étape
17 dans les conditions inédites d'aujourd'hui, car nous sommes dans
18 une situation grave, à un tournant sans doute de l'histoire poli-
19 tique du pays. Nous avons la responsabilité de proposer une initia-
20 tive de rassemblement telle que le Parti communiste français a su
21 les prendre aux grands moments de son histoire. C'est un nouveau
22 front populaire et citoyen, un nouveau front social et politique,
23 que nous voulons contribuer à faire émerger en rassemblant les
24 forces de la gauche et de l'écologie politique, les forces syndi-
25 cales, le mouvement social, le monde du travail et de la création
26 pour ouvrir un chemin neuf d'espoir pour la France, pour écarter
27 le danger de la droite et de l'extrême droite, pour construire une
28 nouvelle majorité.

29 **Comment inscrire cette visée dans les échéances** 30 **d'aujourd'hui ?**

31 La majorité que nous voulons construire, c'est d'abord une majo-
32 rité populaire unie pour un nouveau projet.

33 Le niveau des luttes sociales et des mouvements populaires et
34 citoyens est absolument décisif pour construire le rassemblement
35 que nous voulons. Les communistes contribuent à ces mobilisa-
36 tions avec d'autres. Elles sont indispensables pour résister aux
37 politiques mises en œuvre aujourd'hui par le pouvoir et le patro-
38 nat et gagner de nouvelles avancées sociales et démocratiques.
39 Mesurons combien le développement de la lutte contre le projet
40 de loi El Khomri ou contre le projet de révision constitutionnelle
41 peut être déterminant pour installer un rapport des forces plus
42 favorable pour la suite. Tout ce qui sera arraché et obtenu dans les
43 prochaines semaines comptera pour la suite.

44 Les luttes, nécessaires pour résister et gagner, sont aussi des mo-
45 ments de prises de conscience des enjeux dans lesquels les débats
46 politiques et d'alternative peuvent s'accélérer. Ces débats
47 porteront sur la conquête des pouvoirs. Pour ce qui concerne
48 le PCF, nous voulons conquérir les pouvoirs à tous les niveaux,
49 comme points d'appui aux luttes et nous n'avons une posture du
50 « tout ou rien » en aucun domaine. Ces débats favorisent les ras-
51 semblements.

52 Constituer un nouveau front populaire et citoyen nécessite des
53 initiatives politiques de très grande ampleur et envergure. Encore

1 très éparses, des propositions politiques commencent à s'esquis-
2 ser dans le paysage, en réponse aux souffrances sociales et dé-
3 mocratiques et dans la perspective des échéances électorales de
4 2017. Le Parti communiste en a lui-même initié à l'image des « lun-
5 dis de gauche » en février et mars 2016. Les communistes veulent
6 contribuer à la convergence de ces initiatives diverses. Sur l'em-
7 ploi, le PCF engage une campagne politique et citoyenne dans
8 la perspective d'une société sans chômage sur le thème : « zéro
9 chômage, pour une société de partage ».

10 **La grande consultation citoyenne pour un mandat** 11 **populaire en 2017.**

12 Le PCF entend ouvrir une discussion politique avec notre peuple.
13 Depuis notre dernier congrès, nous avons réalisé de nombreuses
14 conventions thématiques sur le travail, l'Europe, l'industrie, la Ré-
15 volution numérique, l'école. Nous mettons en débat un texte de
16 référence : « la France en commun », nous débattons de notre
17 projet, de notre parti. Nous voulons faire plus, mieux et en plus
18 grand. Cette discussion politique va prendre des formes multiples.
19 La rencontre avec les citoyennes et citoyens est déjà au cœur de
20 notre pratique. Nous savons combien la défiance est profonde
21 à l'égard de la politique, nous savons combien la déception est
22 grande à l'égard de « la gauche ». À l'heure où un nombre crois-
23 sant a le sentiment de ne jamais avoir réellement la parole, nous
24 voulons produire un événement politique majeur pour que notre
25 peuple reprenne la main, pour refaire de la politique un champ ou-
26 vert, une affaire populaire. Cette campagne prendra notamment
27 la forme d'une campagne nationale, intitulée « la grande consul-
28 tation citoyenne » nous permettant d'aller à la rencontre de 500
29 000 personnes d'ici à la fin de l'été afin d'ouvrir le débat politique
30 sur la base de leurs préoccupations et de nos propositions. Nous
31 voulons ainsi nouer le dialogue, faire reculer les idées reçues qui
32 nourrissent les divisions populaires, recréer de l'espoir. Avec « la
33 grande consultation citoyenne », nous proposons d'écrire à des
34 milliers de mains un mandat populaire pour 2017. Nous voulons,
35 dans cette discussion, trouver les moyens d'agir ensemble, de mo-
36 biliser les énergies disponibles, d'ouvrir des voies nouvelles. Cette
37 initiative nationale fera l'objet d'une restitution publique pour
38 rendre incontournables la parole et les exigences populaires.

39 **Nous ne voulons pas d'une démarche de sommet,** 40 **nous voulons un peuple acteur.**

41 La majorité que nous voulons devra être aussi une majorité par-
42 lementaire qui rende des comptes au peuple et non au Président.

43 La réforme sur le quinquennat et l'inversion du calendrier, pla-
44 çant les élections législatives cinq semaines après l'élection du
45 président de la République a été voulue pour favoriser l'élection
46 d'une majorité aux couleurs de la Présidence, installant de fait une
47 domination des deux partis PS et LR sur la vie politique avec le
48 concours des médias dominants.

49 Ainsi, le président de la République et son parti pèsent sur l'exer-
50 cice réel du suffrage universel et permettent d'élire des dépu-
51 té-e-s lié-e-s à lui par le sceau de la « filialité ».

52 Depuis plusieurs décennies, la dérive oligarchique et les choix po-

1 litiques conciliants avec les dogmes du libéralisme conduisent la
2 France au désastre !

3 Le PCF ne cesse de se mobiliser pour mettre un coup d'arrêt à ces
4 politiques de dessèchement de la démocratie, et entend promou-
5 voir davantage de démocratie citoyenne et représentative.

6 Avec son projet « La France en commun », le PCF porte des ré-
7 flexions, des propositions qui ne sont pas exhaustives ; elles sont
8 formulées pour être critiquées, enrichies, remaniées. L'ensemble
9 des propositions sont inscrites dans de grands combats émanci-
10 pateurs menés ou à construire.

11 S'agissant des institutions nationales, nous devons inverser la lo-
12 gique présidentielle, notre pays a besoin d'un Parlement fort de sa
13 légitimité populaire et d'une Assemblée nationale élue au scrutin
14 proportionnel, avant l'élection présidentielle, afin d'être davan-
15 tage représentative de ce que pense et veut le peuple !

16 Il est temps de construire une VI^e République !

17 Les élections présidentielle et législatives de 2017 vont être l'oc-
18 casion pour les femmes et les hommes de notre pays d'exprimer
19 leur volonté d'une politique en faveur de leurs droits et de leurs
20 espoirs, refusant ainsi un avenir sacrifié où la compétitivité et la
21 rentabilité, la sécurité à outrance et ses dérives sécuritaires ne
22 font d'eux que des sacrifiés, des ignorés, des oubliés, des humiliés.

23 Ces législatives doivent être le lieu de la confrontation sur les so-
24 lutions et les conditions pour construire la France de progrès so-
25 cial et démocratique.

26 La politique du gouvernement est discréditée. Le PCF a de tout
27 temps été l'adversaire de la droite et de l'extrême droite et entend
28 le rester plus que jamais.

29 Les deux scrutins, présidentiel et législatif, sont intimement liés et
30 engagent des enjeux respectifs.

31 Le PCF entend présenter ou soutenir dans toutes les circons-
32 criptions des candidat-e-s afin de faire élire des femmes et des
33 hommes porteurs d'orientations politiques résolument de gauche,
34 des député-e-s qui demain tiendront leurs promesses. Le peuple
35 a besoin d'élus-e-s qui lui ressemblent et qui le défendent jusqu'au
36 cœur de l'hémicycle.

37 Alors comment faire ?

38 Avec les acteurs du Front de gauche, les femmes et les hommes
39 qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche et de progrès,
40 nous souhaitons contribuer à la formation d'un véritable mouve-
41 ment social et citoyen.

42 Nous proposons de construire dans chaque circonscription des
43 « États généraux » qui se nourrissent des rencontres et des
44 échanges réalisés lors de la grande consultation citoyenne.

45 Dans un très large rassemblement des forces de gauche et pro-
46 gressistes, les candidat-e-s s'engageraient sur un contrat démoc-
47 ratique et d'intégrité. Élus-e-s, les député-e-s rendraient compte
48 régulièrement de l'exercice de leur mandat devant les citoyens ac-
49 teurs des « états généraux ».

50 Cette construction, liée à la présidentielle, implique dès aujourd'hui

1 que se rassemblent largement des citoyens prêts à être partie pre-
2 nante de ce processus. Le PCF, pour sa part, se réunira lors d'une
3 conférence nationale pour contribuer aux contenus de ces deux
4 campagnes et proposera des femmes et des hommes qui pour-
5 raient le moment venu en être les porte-parole, les candidate-s.

6 Ces élections doivent permettre que se rassemblent des millions
7 d'hommes et de femmes qui ne veulent pas se résigner aux renon-
8 cements de la gauche, qui ne veulent pas de la droite et de l'ex-
9 trême droite, qui espèrent contribuer à une société plus égalitaire,
10 plus juste et fraternelle et qui, tout simplement, se disent qu'il faut
11 imaginer autre chose.

12 Le Sénat est l'assemblée qui ne peut ignorer les inquiétudes et les
13 difficultés des élus locaux. Le Sénat a le pouvoir de promouvoir
14 des lois progressistes en faveur de la citoyenneté, des services
15 publics, de la liberté d'action des collectivités territoriales en res-
16 ponsabilité, de la décentralisation, de la coopération choisie pour
17 des projets d'intérêt général, d'un État solidaire des territoires et
18 garant de leur égalité, de l'autonomie des collectivités, d'un véri-
19 table statut de l'élu. Les élections sénatoriales en 2017, au mode
20 de scrutin indirect, après les législatives seront un rendez-vous
21 politique d'importance.

22 **Pour cette majorité populaire, puis législative,** 23 **l'élection présidentielle est un moment décisif**

24 Nous devons agir pour déjouer avec notre peuple le piège qui lui
25 est tendu. Les institutions et le mode de scrutin sont faits pour em-
26 pêcher le changement, et ces mécanismes se sont encore aggra-
27 vés du fait de la crise politique et démocratique profonde traver-
28 sée par notre République. Face à cela, nous voulons faire grandir
29 une démarche collective, populaire, citoyenne. Il s'agit de relancer
30 une dynamique d'intervention populaire, pour qu'un-e candidat-e
31 de gauche puisse représenter les intérêts et les aspirations popu-
32 laires dans cette échéance et qu'il puisse les faire triompher du
33 néolibéralisme et du néonationalisme. C'est un objectif politique
34 de haut niveau, qui est la meilleure voie, selon nous, pour éviter de
35 subir cinq années supplémentaires la violence de la domination
36 des forces de la finance.

37 L'idée se répand selon laquelle il n'y aurait rien à attendre de 2017.
38 Nous refusons résolument cette fatalité.

39 C'est pourquoi nous n'avons pas fermé la porte au processus de
40 primaire de gauche. Cette démarche a ouvert le débat à gauche.
41 Dès les premiers mois du quinquennat, nous n'avons eu de cesse
42 de réclamer l'ouverture d'un vrai débat. C'est plus que jamais une
43 urgence. Nous voulons l'ouvrir dès aujourd'hui avec notre peuple.
44 La démarche des primaires peut contribuer à le faire grandir. Rai-
45 son de plus pour l'investir, avec nos propositions, et le faire pro-
46 gresser en le rendant populaire. Il peut être un moyen utile à ce
47 que nous voulons : écarter l'impasse Hollande, Valls et consorts
48 par l'émergence d'une autre voie à gauche, que nous voulons
49 rendre incontournable. La réussite de ce processus passe par une
50 démarche réellement collective, populaire et citoyenne. Le PCF
51 est prêt à s'y engager.

52 Nous voulons qu'il réussisse pour faire émerger, pour l'élection
53 présidentielle, une candidature commune qui bouscule la donne,

1 qui relance une gauche de rupture avec la politique suivie depuis
2 2012, de rupture avec l'austérité et les recettes libérales. Et une
3 gauche qui crée la surprise et gagne.

4 Nous proposons dans un premier temps l'élaboration citoyenne
5 d'une plateforme commune qui soit le socle d'entrée de la pri-
6 maire pour les candidates et les candidats comme pour les élec-
7 trices et électeurs. Il s'agit pour nous d'assurer à cette primaire
8 son caractère de gauche et écologiste. Nous proposons que ce
9 cadre politique porte autour de 4 grands axes structurants :

10 **L'Europe**

11 C'est quoi être de gauche face aux enjeux européens ? Au mo-
12 ment où se négocient des traités comme le TAFTA, où des traités
13 sont mis en cause et doivent être renégociés comme l'espace
14 Schengen, le pacte de stabilité, le TSCG, ainsi que la politique
15 commune agricole, la politique de défense, la politique migratoire,
16 la politique monétaire et le rôle de la BCE , les candidat-e-s à la
17 primaire doivent annoncer leurs propositions pour rompre avec
18 l'austérité et engager l'Union européenne dans une nouvelle voie
19 de progrès social.

20 **Le pouvoir sur l'argent**

21 Être de gauche et écologiste, n'est-ce pas se battre contre la dicta-
22 ture des marchés financiers et conquérir les pouvoirs citoyens sur
23 l'argent au moment où une crise systémique est à l'œuvre, où les
24 inégalités en France comme dans le monde sont de plus en plus
25 criantes ? Qu'est-ce qu'une politique de gauche et écologiste ?
26 Pour la jeunesse, les femmes, les hommes, quelles politiques de
27 réponse aux besoins vitaux : énergie, alimentation, eau, transport,
28 santé, vieillissement ? Quelles politiques énergétiques ? Quelles
29 politiques alimentaires ? Quelles réformes de la fiscalité mettre
30 en place ? Selon quels principes ? Comment réorienter l'euro, les
31 banques, le crédit pour les collectivités locales, les entreprises, les
32 particuliers, pour l'emploi et l'efficacité sociale ? Face à l'urgence
33 environnementale, comment inventer une nouvelle économie plus
34 solidaire, sociale et écologiste ?

35 **Démocratie politique et sociale**

36 C'est quoi être de gauche face à la crise de régime ? Devenir pré-
37 sident-e de la République c'est accéder au pouvoir institutionnel :
38 Quelles mesures seront réellement prises pour changer la Consti-
39 tution ? Comment le/la président-e de la République respectera
40 ses engagements, alors que depuis 1981, chaque président a re-
41 porté le droit de vote aux étrangers et refuse de faire appliquer la
42 proportionnelle ? Comment garantir aux citoyen-ne-s dans leurs
43 lieux de vie et aux salarié-e-s sur leur lieu de travail plus de droits
44 démocratiques, l'égalité entre les femmes et les hommes ?

45 **Changer la vie**

46 Et être de gauche pour changer la vie ? Manger à sa faim, se soi-
47 gner, avoir un logement, un travail bien rémunéré, permettre à
48 ses enfants d'accéder à une bonne éducation, vivre en sûreté et
49 sécurité, semblent des objectifs simples, et pourtant... La situa-
50 tion s'est dégradée pour la très grande majorité des habitants de

1 notre pays. Nos enfants vivront plus mal que leurs parents si rien
2 n'est fait. Face à la casse de l'emploi, à la révolution numérique, un
3 autre mode de sécurité sociale doit pouvoir s'inventer, assurant
4 dans une continuité de revenus et de droits, et sans passage par
5 le chômage, une alternance entre emploi et formation, pour un
6 nouvel emploi correctement rémunéré, durant toute la vie active,
7 à chaque individu. Le triptyque républicain : Liberté-Égalité- Fra-
8 ternité doit être réaffirmé dans les mots et dans les actes. Les
9 candidat-e-s donneront leurs visions, leurs propositions et indi-
10 queront leurs chantiers prioritaires.

11 Les candidats acceptant ce mandat populaire, débattront publi-
12 quement en exposant leurs propositions pour le mettre en œuvre.
13 Le choix des citoyens se porterait alors sur le candidat le mieux à
14 même selon eux, par ses engagements, de réaliser ce mandat po-
15 pulaire. Dans ce cadre, le PCF pourrait alors présenter ou soutenir
16 un-e candidat-e. Les communistes auront à le décider souveraine-
17 ment dans le cadre d'une consultation. De bout en bout, ce pro-
18 cessus est celui du débat et d'un choix d'idées et de contenus et
19 jamais un simple casting. Tout ce qui nourrirait le présidentialisme
20 condamne à l'échec.

21 **Nous ne voulons pas d'une bataille de personnes**
22 **qui divise, nous voulons un débat d'idées qui unit**

23 Nous formulons ces propositions pour la réussite du processus de
24 primaires de gauche et redonner espoir au pays.

25 Nous voulons que le maximum de celles et ceux qui souhaitent
26 une candidature de gauche, en rupture avec ce qui a été fait de-
27 puis 2012, s'investissent dans ce processus collectif. Nous ap-
28 pelons l'ensemble des forces du Front de gauche à s'y engager.
29 Notre action commune constitue un gage de réussite. Jean-Luc
30 Mélenchon propose sa candidature. Nous souhaitons que la dyna-
31 mique que nous engageons le conduise à s'inscrire dans un cadre
32 collectif sans lequel une candidature en rupture avec l'austérité et
33 le libéralisme n'a aucune chance de succès.

34 Cette démarche que nous voulons impulser, les objectifs de rassem-
35 blement gagnant de toutes les forces de gauche et citoyennes que
36 nous visons, participent à la construction d'une alternative à une
37 candidature qui se fixerait l'objectif de poursuivre ce qui a été fait
38 par le Président de la République et le gouvernement depuis 2012.

39 Les communistes mesurent l'ampleur des efforts à accomplir : il
40 s'agit en quelques mois de remobiliser dans une démarche nou-
41 velle des millions de femmes et d'hommes aujourd'hui mis hors-
42 jeu par la politique du Président de la République et du gouver-
43 nement. Mais cet objectif est à la hauteur des enjeux. La société
44 française va être secouée par des changements considérables.
45 Tous les ingrédients d'une nouvelle crise financière, de plus
46 grande ampleur encore que celle de 2008, sont en place et les
47 économistes prédisent son déclenchement dans les trois années
48 qui viennent. La crise climatique est un défi majeur auquel nous
49 sommes aujourd'hui confrontés. Le travail, l'emploi sont secoués
50 par la révolution numérique. Le danger terroriste est prégnant,
51 nourri par les interventions armées extérieures et les déchire-
52 ments de notre société. La souffrance démocratique exige une
53 nouvelle ère de nos institutions. Ces défis appellent des solutions
54 à contre-pied des logiques libérales et capitalistes.

1 Pour les communistes, 2017 ne peut pas être la reproduction des
2 élections présidentielles précédentes. Et il s'agit dans les législa-
3 tives de construire une majorité nouvelle pour mettre en œuvre
4 une politique solidement ancrée à gauche. Et pour la présiden-
5 tielle aboutir au choix citoyen d'une candidature capable de ga-
6 gner, de porter un mandat populaire pour relever les défis aux-
7 quels la France, l'Europe et le monde sont confrontés.

8 Le Congrès aura à se prononcer sur nos objectifs et sur nos choix
9 stratégiques pour 2017. Il adoptera un calendrier de consultation
10 pour la ratification à l'automne par tous les adhérents de notre
11 décision pour l'élection présidentielle et les élections législatives.

1. Un Parti communiste efficace pour changer la société d'aujourd'hui

Face à la crise systémique du capitalisme, aux déséquilibres financiers, écologiques et politiques de notre monde contemporain, le capital cherche à s'adapter pour garder l'hégémonie du modèle de société. Des rapports d'exploitation nouveaux créent conflits et oppositions entre citoyens ayant, souvent, les mêmes intérêts de classe. Depuis quelque temps, une idée dangereuse fait son chemin : les partis seraient dépassés, « pourris », archaïques. Derrière ce discours, appliqué aussi aux syndicats, se cache la volonté pour la classe dominante de remettre en cause toutes les formes d'organisation collective dont se sont dotés les citoyens depuis plus d'un siècle pour défendre leurs droits, s'organiser, construire un projet d'émancipation et contester le pouvoir jusque dans les institutions, pour dépasser le capitalisme.

Cette période de remise en cause d'un siècle de conquêtes politiques et sociales, marquée par une modification des rapports de classe au sein de la société, ne donne pas confiance aux citoyens dans l'action collective pour arracher des victoires. Comment dépasser cette situation ? Quelle est notre perception de l'engagement aujourd'hui ?

Notre analyse actualisée des rapports d'exploitation et de domination, de la crise de l'engagement nous pousse à réfléchir sur notre organisation pour qu'elle soit à même de mener les batailles en capacité d'améliorer nos conditions de vie, de politiser la jeunesse et de renforcer la démocratie.

1.1 Agir pour redonner confiance

1.1.1 Capacité à être partie prenante d'initiatives concrètes

L'un des obstacles que nous rencontrons est la difficulté à faire partager notre conviction, fondée sur l'expérience que la transformation progressiste de la société est possible, réelle. Cet objectif apparaît lointain et cela fait douter de l'utilité immédiate de l'engagement.

Un grand nombre d'hommes et de femmes de ce pays ont un besoin vital de surmonter les difficultés quotidiennes que leur impose la société actuelle, ceci pouvant faire passer au second plan la question de l'engagement. Un communisme de nouvelle génération doit pouvoir lier l'immédiat à la perspective de transformation de la société, autrement dit, lier le réel à notre visée, pour donner un horizon à court, moyen et long terme à cet engagement. C'est pourquoi nous agissons pour soutenir, prendre part et créer partout où cela est possible des espaces de mise en pratique de notre projet, pour faire vivre et exister nos valeurs à travers des actions concrètes. Les communistes se saisissent de toutes les injustices du quotidien, les politisent en y répondant par des solutions de mise en partage, en cohérence avec leurs valeurs. Cette « expertise du quotidien » permet de mettre en perspective le projet communiste, de le faire vivre dans le présent, de faire partager le désir de sa réalisation à une plus grande échelle, donner les conditions nécessaires au vivre ensemble.

L'effet de ces actions sur les esprits dépend de leur nombre et de leur portée. Le PCF s'organise donc pour mutualiser les ex-

périences et les moyens engagés afin de mettre en œuvre des campagnes nationales d'actions dotées d'une importante visibilité. Ce sont autant de portes d'entrée pour permettre à des milliers d'entre nous de devenir acteurs de leur avenir, comme du devenir de notre société.

1.1.2 Le PCF : un outil pour comprendre, agir et s'émanciper

La classe dominante qui occupe l'essentiel du pouvoir politique et économique, fait tout pour éviter l'irruption du peuple dans le débat public. La concentration des médias dans les mains de quelques grandes fortunes, les politiques de casse du service public d'Éducation nationale et de la culture, comme la criminalisation de l'action collective en sont des exemples frappants.

Tous les actes de notre parti servent à rendre intelligible le monde et à montrer que le peuple, quand il est acteur, peut tout transformer, que l'action collective peut changer la société. Ils doivent aider chacun à comprendre le fonctionnement des rapports sociaux d'exploitation et de domination pour faire en sorte qu'un grand nombre de citoyens deviennent acteurs de la vie politique. Ils doivent permettre à chacun l'épanouissement intellectuel, culturel, scientifique...

Parce que le partage des savoirs c'est le partage des pouvoirs, nous partageons nos analyses et échangeons sans cesse avec d'autres pour les enrichir afin de permettre au plus grand nombre d'investir tous les espaces de démocratie disponibles.

1.1.3 Investir tous les lieux de décision pour prendre le pouvoir avec et pour le peuple

Les institutions de la Ve République sont profondément en crise et leur légitimité s'estompe. Elles concentrent des pouvoirs en les confisquant aux citoyens. Nous réaffirmons notre volonté de prendre le pouvoir avec et pour le peuple. C'est sur le champ de la conquête de participation et d'engagement citoyen et politique, de réappropriation des enjeux de transformation que nous nous engageons pour être une force politique à hauteur de la situation.

Notre parti et les candidats qu'il choisit ont vocation à se présenter à toutes les élections politiques, à s'organiser efficacement pour les gagner, à construire des majorités pour des transformations durables.

Nous ne voulons pas seulement prendre le pouvoir, nous voulons le redonner et le partager pour et avec les citoyens, au service de la transformation sociale.

Cela suppose de co-élaborer avec la population à partir de ses aspirations, sans perdre un instant la mesure des obstacles que dressent sans relâche les ennemis du peuple : la finance et les institutions qui servent ses intérêts. La conquête démocratique ne peut faire l'économie de la culture politique. Nous ne voulons pas seulement conquérir les institutions politiques pour une nouvelle République. Le patronat et les marchés financiers détiennent d'immenses pouvoirs : les maîtriser est décisif. Nous voulons le pouvoir pour les salariés, la population et ses élus sur la gestion des entreprises et sur l'utilisation de l'argent accaparé aujourd'hui par le patronat, les actionnaires et les banques.

1.2 Construire avec les 99%

Aujourd'hui, une toute petite minorité de quelques centaines de personnes s'accapare les richesses produites par le travail de milliards d'individus, tout en surexploitant la planète. C'est donc l'immense majorité, celle qui crée les richesses de ce monde, qui est la victime de la crise du capitalisme. C'est celle-là que nous voulons rassembler.

En France, le concept de la « classe moyenne » a été largement utilisé pour diviser les salariés. Or, nous vivons une période où certaines des réalités objectives qui ont fondé ce mythe tendent à disparaître. Ainsi, les enseignants commencent leur carrière à 1,5 fois le Smic et les cadres du privé subissent une intensification de leur travail, tout en étant désormais complètement exclus des décisions. Les ouvriers, nombreux dans notre pays malgré la désindustrialisation, pâtissent d'une exploitation féroce. De même, les employés font face à des méthodes de management déshumanisantes. Les ouvriers et les employés qui constituent la majorité de ceux qui vivent ou cherchent à vivre de le travail, n'ont pas le droit à la parole et sont exclus de la scène politique. Les femmes constituent 80 % des temps partiels et pourtant 50 % du salariat. In fine, elles ont des retraites inférieures à 47 % à celles des hommes. Elles sont avec les jeunes les travailleurs les plus pauvres. Il existe donc des possibilités nouvelles de rassemblement de classe.

Depuis plusieurs années, nous avons un débat sur la façon de nommer la classe majoritaire. Si le mot prolétariat a toujours du sens, il n'est plus compris par la majorité de ceux qui le composent. La notion de classe ouvrière ne suffit plus à elle seule à identifier l'ensemble des exploités. Aujourd'hui, plus de 90% des actifs sont salariés, proportion plus élevée que jamais. Cependant, les rapports d'exploitation nouveaux qui se développent avec le statut d'auto-entrepreneur comme Uber, le développement des travailleurs indépendants ou encore des stages reposent sur un éloignement du salariat. L'expression « les 99% » a l'avantage d'exprimer l'opposition de classe de façon moderne et rassembleuse. Ainsi, nous voulons rassembler tous ceux qui ont à gagner à une transformation radicale de la société, nous voulons permettre à chacun de se reconnaître dans cet affrontement de classe et de s'organiser pour le faire.

2. Développement du Parti

Le Parti communiste est un interlocuteur connu et reconnu dans le paysage politique international comme national. Notre parti dialogue et construit de manière étroite avec des forces politiques communistes et progressistes du monde entier. Il attache une grande importance au dialogue avec les mouvements sociaux, syndicaux et citoyens organisés, qui contestent l'ordre mondial actuel. C'est particulièrement vrai au plan européen, où le niveau d'interdépendance des pays membres de l'Union européenne et l'intensité du combat de classe rendent indispensable la construction d'alternatives communes. Le PCF, qui peut s'adresser en confiance et dans le respect mutuel à l'ensemble des forces de la gauche européenne, a une responsabilité particulière pour unir et solidariser les forces progressistes en Europe. Notre parti préside le Parti de la gauche européenne depuis 2010 et a fortement contribué à son émergence sur la scène européenne. Cette dimension internationale et européenne donne force aux prises de position que nous avons nationales. Le PCF est une force

institutionnelle, avec ses élus locaux comme nationaux, comme au travers de ses expressions et ses prises de position nationales sur l'actualité et les analyses qu'il développe. Mais cette richesse prend d'autant plus de poids quand elle s'appuie sur une richesse militante en capacité de faire vivre ses idées, ses expressions au travers de l'action sur le territoire national.

2.1 Les militant-e-s : une richesse incontournable

Le Parti communiste est une force militante organisée sur l'ensemble du territoire : nous devons la développer pour être à la hauteur de nos objectifs politiques. Il est riche de la diversité des adhérents qui le composent, de la diversité de leurs engagements associatifs, syndicaux, d'élus. Pour tirer parti de cette richesse, il s'agit d'associer davantage nos adhérents aux activités organisées collectivement, sans sous-estimer l'importance de leur action en dehors des structures du Parti, dans tous les lieux qu'ils fréquentent.

Faute de trouver une organisation adaptée aux contraintes de leur quotidien, de nombreux adhérents n'assistent pas à nos réunions locales : c'est une très grande perte pour notre intelligence collective. En effet, plus nous sommes nombreux à travailler, réfléchir et agir ensemble, plus nous sommes forts et pertinents. Il est urgent d'adapter l'organisation du Parti à la réalité des conditions de vie de nos adhérents, dans toute leur diversité. Cela suppose d'importants efforts d'écoute, de réflexion, d'inventivité et d'adaptation de la part des animateurs du Parti.

La démocratie dont a besoin notre organisation ne peut se réduire à la question du vote. Elle doit permettre à chacun et chacune d'être associé-e aux décisions en ayant connaissance des enjeux, d'être impliqué-e dans l'élaboration et la diffusion de nos idées et dans la mise en œuvre de nos actions. Cette voie démocratique est la clef de la pertinence et de la réactivité de notre intervention dans la société. Nous devons travailler à une meilleure information des adhérents et tirer pleinement parti de la révolution informationnelle.

La cotisation est un élément essentiel qui nous donne les moyens matériels de nos ambitions. C'est aussi un moyen pour créer un lien avec chaque communiste et lui permettre de prendre part aux choix que nous faisons, comme à notre activité. Notre objectif est de proposer à chaque communiste de cotiser.

La fraternité et la solidarité des communistes sont à entretenir et à valoriser sans relâche car elles sont le terreau de la société que nous défendons. Elles permettent de tisser des liens solides avec nos adhérents. Notre capacité à établir un lien régulier avec chaque communiste est un indicateur de notre niveau d'organisation.

Pour être durable et utile à tous, l'engagement doit être pour tous les adhérents synonyme d'enrichissement intellectuel et culturel, de plaisir. Ainsi la formation est un enjeu essentiel pour comprendre toute la complexité des enjeux politiques du XX^{le} siècle, de se libérer des idées dominantes, de donner des outils d'émancipation. Le marxisme vivant est un atout précieux pour cela. Le PCF dispose d'une revue généraliste, *la Revue du projet*, et de deux revues thématiques, *Progressistes - Science, travail et environnement*, ainsi qu'*Économie et politique*. Ce sont des outils pour permettre une meilleure appropriation des débats qui existent dans la société et auxquels nous sommes confrontés.

2.2 Le renforcement pour développer nos capacités d'analyses et d'actions

Nos combats politiques ne pourront être victorieux que si nous sommes capables de modifier les rapports de forces dans la société. Pour y contribuer, le nombre d'adhésions que nous pouvons réaliser, comme le nombre d'adhérents que nous associons à notre activité sont essentiels. Plus de monde, c'est plus d'intelligence, de force et de volonté pour construire, agir et influencer sur la bataille idéologique. Le nombre d'adhésions que nous recensons chaque année montre qu'il y a un fort potentiel pour donner corps à ces objectifs. Quand, chaque année, des milliers de personnes font le choix, souvent d'elles-mêmes, d'adhérer à notre parti, dans un contexte où nos idées sont mises à mal, cela démontre qu'en matière de renforcement nous sommes loin d'exploiter le potentiel existant. Nous avons besoin de faire vivre une réelle campagne de renforcement, en ciblant des objectifs par territoires. Le nombre de camarades mobilisés pour proposer l'adhésion est un élément crucial dans notre volonté de conquête. Pour être un parti réellement en mesure de reconquérir les « déçus de la politique », il nous faut donner une dimension d'ampleur à nos campagnes afin d'élaborer des propositions plus proches des attentes des citoyens. Ceci nous oblige à fournir les outils et à agir pour que chacun trouve sa place dans notre parti. Si parfois nous avons le sentiment que notre corps militant organisé dans nos structures vieillit dans certains endroits, la jeunesse de nos nouveaux adhérents et le renouvellement de nos cadres montrent que des ressources existent dans notre parti. Développons un réel dispositif d'accueil des nouveaux adhérents pour recontacter et associer à nos initiatives chaque nouvelle personne qui fait le choix de nous rejoindre. Travaillons à rencontrer et recréer du lien avec nos adhérents pour les associer en permanence à notre activité et faire de notre parti un cadre collectif propice à leur épanouissement militant.

2.3 Entreprises, quartiers populaire, zones rurales : repenser nos priorités d'implantation

Nous le voyons, ce besoin de lien que chacun de nous doit entretenir avec l'ensemble des adhérents ne peut se mettre en place que dans une volonté de s'organiser au plus près de ce qui fait la vie quotidienne de chacun et en tenant compte des particularités de chaque territoire. Cet objectif doit s'accorder avec nos campagnes, notre ambition de structuration dans les lieux où les choix politiques actuels font le plus de ravages : entreprises, quartiers populaires, zones rurales. L'entreprise et les lieux de travail appellent une réflexion particulière : ce sont des lieux de pouvoir, de lutte idéologique et politique où le Medef et le gouvernement agissent pour construire le consensus d'acceptation de leur choix de baisse du coût du travail et des dépenses publiques. Nous devons nous interroger sur les modes d'organisations les plus adaptés à ces lieux pour y porter efficacement nos idées et y organiser l'action.

Chacun de ces objectifs doit être lié à l'état de notre organisation, à une meilleure connaissance de nos adhérents, à notre capacité à les mettre en relation pour agir ensemble, à notre potentiel de renforcement, afin d'identifier nos points d'appui, nos possibilités de développement comme de structuration. C'est un travail minutieux et méthodique que nous devons mettre en place pour faire vivre et

3. Quelle conception et organisation de la pratique citoyenne ?

3.1 Partage d'expériences et nécessité d'inventer de nouveaux outils et réseaux

À travers les élections locales, nous avons pu mener de nouvelles expériences. Si le fait de multiplier les temps de rencontre, de discussion et de débat avec les citoyens – avec pour objectif de réfléchir ensemble à la définition de politiques locales – est extrêmement important et productif, il n'en reste pas moins que des difficultés restent encore à dépasser.

En effet, les contextes locaux montrent que certaines de ces initiatives ont pu avoir du succès notamment lorsque ces dernières sont à l'image des valeurs que l'on porte ; d'autres ont eu moins de réussite ou sont restées « confidentielles » faute d'outils mis à disposition.

Cette démarche nous l'avons également initiée nationalement avec la stratégie des fronts. L'objectif était de permettre à chacune et chacun, dans la diversité de ses engagements, de construire des rassemblements à partir d'objectifs, de fronts communs. À partir des expériences menées ces dernières années avec le Front de gauche, nous pouvons pousser la réflexion sur les limites à dépasser et les gestes à entreprendre pour renforcer et élargir cette démarche. Ainsi des questions nous sont posées : Comment montrer l'utilité de nos assemblées pour permettre chacun de s'y investir ? Comment faire évoluer l'organisation pour qu'elle travaille sur une pratique citoyenne, pas uniquement de circonstances mais comme une pratique politique quotidienne ? Comment être soi-même et en même temps capable de travailler avec les autres pour co-construire avec nos convergences et nos différences ?

Nous devons travailler à un état des lieux et une analyse partagée de ces initiatives, qu'elles soient militantes ou institutionnelles, afin d'effectuer un saut qualitatif de notre démarche, qui va plus loin que d'améliorer l'existant.

Afin de pouvoir réussir un maximum de nos initiatives, nous devons être novateurs en termes d'outils et de moyens de communication. Ainsi, les batailles et événements que nous menons doivent être pensés pour permettre l'investissement du plus grand nombre. De ce fait les objectifs politiques de nos initiatives doivent être partagés et apparaître comme utiles. Leur appropriation par tous est indispensable pour convaincre de la nécessité de s'investir. Cela doit nous réinterroger sur nos pratiques et tenir compte d'une stratégie de communication adaptée pour rendre ces initiatives visibles et lisibles pour mener la bataille des idées et promouvoir l'activité du Parti.

Ces outils de communication existent déjà (presse, sites, réseaux) mais doivent être revalorisés et revisités pour permettre d'être plus efficaces dans la construction collective.

Dans chacun de ces espaces, nous voulons livrer notre regard sur l'actualité et la manière dont elle est présentée. La diffusion de *l'Humanité* et *l'Humanité dimanche* doit être une priorité de notre action militante afin de permettre au maximum de citoyens d'accéder à des informations et analyses différentes de celles des médias dominants. Permettre le développement de ces médias,

les pérenniser, inventer des nouvelles modalités de mise en partage afin d'associer les communistes à l'activité des élus durant les mandats. C'est un impératif face aux nouveaux enjeux posés aux élus, comme aux communistes. Notre objectif est de donner plus de force à l'efficacité de ce que nous voulons construire avec les citoyens, de partager nos expériences, de donner de la force aux prises d'initiatives nécessaire sur les enjeux locaux, nationaux et européens pour gagner en influence et en nombre d'élus. Notre peuple, la démocratie et l'espoir de changer la société ont besoin de plus d'élus communistes.

3.3 Le défi de la jeunesse

Les jeunes sont parmi les premières victimes d'un capitalisme assoiffé : crise économique, écologique, crise de nos droits, crise politique et démocratique, crise du vivre ensemble. Les jeunes générations ont été gavées au fatalisme pour leur avenir. Pourtant, en quête de perspectives, ils œuvrent à faire évoluer le monde par des pratiques quotidiennes et culturelles, par de nouveaux modes de communication, de nouveaux modes d'organisation et de mobilisation. Souvent exclus des lieux de décisions, les jeunes sont à la fois des acteurs de la résistance et les rats de laboratoire du capitalisme. Investir les problématiques que rencontre la jeunesse est pour nous à la fois un enjeu de société important et un enjeu pour notre parti. Pour rester un parti intergénérationnel, nous devons travailler à affiner notre analyse et nos propositions pour la jeunesse. Travaillons en lien avec le MJCF et sa branche étudiante, l'UEC, pour construire un avenir digne aux jeunes générations. Investissons les questions posées à la jeunesse et portons tout notre intérêt à ces organisations communistes originales, pour leur développement.

Blank lined paper with horizontal ruling lines.

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Blank page with horizontal dotted lines for writing.

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Blank lined paper with horizontal ruling lines.

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Blank lined paper with horizontal ruling lines.

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.